

VOLUME 2

SECTION 2 :

CONDITIONS GENERALES

DES MARCHES DE TRAVAUX FINANCES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES-----	3
ARTICLE 1 : DEFINITIONS -----	3
ARTICLE 2 : DROIT APPLICABLE ET LANGUE DU CONTRAT-----	3
ARTICLE 3 : ORDRE HIERARCHIQUE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS -----	3
ARTICLE 4 : COMMUNICATIONS-----	3
ARTICLE 5 : LE GESTIONNAIRE DE PROJET ET SON REPRESENTANT -----	4
ARTICLE 6 : CESSION -----	5
ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE -----	5
OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR -----	6
ARTICLE 8 : DOCUMENTS A FOURNIR -----	6
ARTICLE 9 : ACCES AU CHANTIER -----	6
ARTICLE 10 : AIDE EN MATIERE DE REGLEMENTATION LOCALE -----	6
OBLIGATIONS DU TITULAIRE -----	8
ARTICLE 11 : OBLIGATIONS GENERALES -----	8
ARTICLE 12 : CONDUITE DES TRAVAUX -----	9
ARTICLE 13 : GARANTIE DE BONNE EXECUTION -----	10
ARTICLE 14 : ASSURANCE -----	11
ARTICLE 15 : PROGRAMME D'EXECUTION -----	11
ARTICLE 16 : SOUS-DETAIL DES PRIX -----	12
ARTICLE 17 : PLANS DU TITULAIRE -----	12
ARTICLE 18 : NIVEAU SUFFISANT DU MONTANT DE L'OFFRE-----	13
ARTICLE 19 : RISQUES EXCEPTIONNELS -----	13
ARTICLE 20 : SECURITE SUR LES CHANTIERS -----	14
ARTICLE 21 : SAUVEGARDE DES PROPRIETES RIVERAINES -----	14
ARTICLE 22 : ENTRAVES A LA CIRCULATION -----	14
ARTICLE 23 : CABLES ET CANALISATIONS -----	15
ARTICLE 24 : IMPLANTATION DES OUVRAGES -----	15
ARTICLE 25 : MATERIAUX PROVENANT DE DEMOLITIONS -----	16
ARTICLE 26 : DECOUVERTES-----	16
ARTICLE 27 : OUVRAGES TEMPORAIRES -----	16
ARTICLE 28 : ÉTUDES DU SOL -----	17
ARTICLE 29 : MARCHES IMBRIQUES -----	17
ARTICLE 30 : BREVETS ET LICENCES-----	17
ARTICLE 31 : ORDRE DE COMMENCER L'EXECUTION DU MARCHE -----	18
ARTICLE 32 : DELAI D'EXECUTION DES TACHES-----	18
ARTICLE 33 : PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES TACHES -----	18
ARTICLE 34 : RETARDS DANS L'EXECUTION -----	19
ARTICLE 35 : MODIFICATIONS -----	19
ARTICLE 36 : SUSPENSION DES TRAVAUX -----	21
MATÉRIAUX ET LIVRAISONS -----	23
ARTICLE 37 : JOURNAL DES TRAVAUX-----	23
ARTICLE 38 : ORIGINE -----	23
ARTICLE 39 : QUALITE DES OUVRAGES ET MATERIAUX-----	24
ARTICLE 40 : INSPECTION ET TEST -----	24

ARTICLE 41 : REBUTS -----	25
ARTICLE 42 : PROPRIETE DES EQUIPEMENTS ET DES MATERIAUX -----	25
PAIEMENTS 27	
ARTICLE 43 : PRINCIPES GENERAUX -----	27
ARTICLE 44 : PREFINANCEMENT-----	28
ARTICLE 45 : RETENUES DE GARANTIE -----	29
ARTICLE 46 : REVISION DES PRIX-----	29
ARTICLE 47 : ÉVALUATION DES TRAVAUX -----	29
ARTICLE 48 : ACOMPTES -----	30
ARTICLE 49 : DECOMPTE DEFINITIF -----	31
ARTICLE 50 : RETARDS DE PAIEMENT -----	31
ARTICLE 51 : PAIEMENTS AU PROFIT DE TIERS -----	32
ARTICLE 52 : DEMANDES DE PAIEMENT SUPPLEMENTAIRE-----	32
ARTICLE 53 : DATE D'ACHEVEMENT-----	33
RÉCEPTION ET ENTRETIEN -----	34
ARTICLE 54 : FIXATION DE LA VERIFICATION -----	34
ARTICLE 55 : OPERATIONS DE VERIFICATION-----	34
ARTICLE 56 : RECEPTION PARTIELLE -----	34
ARTICLE 57 : RECEPTION PROVISoire -----	35
ARTICLE 58 : OBLIGATIONS AU TITRE DE LA GARANTIE -----	35
ARTICLE 59 : RECEPTION DEFINITIVE-----	36
ARTICLE 60 : DEF AUT D'EXECUTION -----	37
ARTICLE 61 : RESILIATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR -----	38
ARTICLE 62 : RESILIATION PAR LE TITULAIRE-----	40
ARTICLE 63 : FORCE MAJEURE -----	40
ARTICLE 64 : DECES-----	41
REGLEMENT DES LITIGES -----	42
ARTICLE 65 : REGLEMENT NON CONTENTIEUX DES DIFFERENDS -----	42
ARTICLE 66 : REGLEMENT CONTENTIEUX DES DIFFERENDS -----	42
CLAUSES DEONTOLOGIQUES -----	43
ARTICLE 67 : CLAUSES DEONTOLOGIQUES-----	43
ARTICLE 68 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES-----	44
ARTICLE 69 : VERIFICATIONS ET CONTROLES PAR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES-----	44

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 1 : Définitions

- 1.1 Les titres et sous-titres des présentes conditions générales ne sont pas réputés faire partie intégrante de celui-ci et ne sont pas pris en considération pour l'interprétation du marché.
- 1.2 Lorsque le contexte le permet, les mots au singulier sont réputés inclure le pluriel et inversement, et les mots au masculin sont réputés inclure le féminin et inversement.
- 1.3 Les mots désignant des personnes ou des parties incluent les sociétés et entreprises et tout organisme ayant la capacité juridique.

ARTICLE 2 : Droit applicable et langue du contrat

- 2.1 Les conditions particulières définissent le droit qui régit toutes les matières non couvertes par les dispositions contractuelles.
- 2.2 Le contrat et toutes les communications écrites entre les parties seront rédigés dans la langue de la procédure.

ARTICLE 3 : Ordre hiérarchique des documents contractuels

- 3.1 Sauf disposition contraire des conditions particulières, le contrat se compose des documents suivants, dans l'ordre hiérarchique :
 - a) Le contrat,
 - b) Les conditions particulières (Partie II),
 - c) Les conditions générales (Partie I),
 - d) Les spécifications techniques,
 - e) Les documents de conception (plans),
 - f) Le bordereau rempli (après corrections arithmétiques)/la décomposition,
 - g) L'offre avec l'appendice,
 - h) Tout autre document faisant partie du contrat:Les avenants suivent l'ordre hiérarchique du document qu'ils modifient.
- 3.2. Les différents documents constituant le contrat doivent s'expliquer mutuellement. En cas d'ambiguïté ou de divergence, ils doivent être lus dans l'ordre hiérarchique précédent.

ARTICLE 4 : Communications

- 4.1 Les communications entre le pouvoir adjudicateur et/ou le gestionnaire du projet, d'une part, et le titulaire, d'autre part, se font exclusivement par écrit. Sauf dispositions contraires des conditions particulières, les communications entre le pouvoir adjudicateur et/ou le gestionnaire de projet, d'une part, et le titulaire, d'autre part, sont expédiées par courrier, télégramme, télex ou télécopie ou déposées personnellement aux adresses appropriées indiquées par les parties à cette fin.
- 4.2 Si l'expéditeur d'une communication demande un accusé de réception, il l'indique dans sa communication; il doit demander un accusé de réception chaque fois que la date de réception est assortie d'un délai. En tout état de cause, il devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la réception de sa communication.

- 4.3** Lorsque le marché prévoit, de la part d'une personne, une notification, un consentement, une approbation, un agrément, un certificat ou une décision, la notification, le consentement, l'approbation, l'agrément, le certificat ou la décision doivent être, sauf dispositions contraires, sous forme écrite, et les termes «notifier», «consentir», «approuver», «agréer», «certifier» ou «décider» emportent la même conséquence. Le consentement, l'approbation, l'agrément, le certificat ou la décision ne sont ni refusés ni retardés abusivement.

ARTICLE 5 : Le gestionnaire de projet et son représentant

- 5.1** Le gestionnaire de projet accomplit les tâches stipulées dans le marché. Sauf si le marché l'indique expressément, le gestionnaire de projet n'est habilité à délier le titulaire d'aucune de ses obligations contractuelles.
- 5.2** Le gestionnaire de projet peut, si besoin est, tout en demeurant responsable en dernier ressort, déléguer à son représentant des tâches ou des compétences qui lui sont dévolues et il peut révoquer à tout moment cette délégation ou remplacer le représentant. Toute délégation, révocation ou tout remplacement de cette nature est fait par écrit et ne prend effet que lorsqu'une copie en a été remise au titulaire.
- 5.3** Toute communication faite au titulaire par le représentant du gestionnaire de projet en vertu d'une telle délégation produit les mêmes effets que si elle avait été faite par le gestionnaire de projet, sous réserve que:
- a) si le représentant du gestionnaire de projet omet d'exprimer sa désapprobation quant à un ouvrage, des matériaux ou des équipements, cette omission ne porte pas atteinte au droit du gestionnaire de projet d'exprimer sa désapprobation quant à cet ouvrage, ces matériaux ou ces équipements et de donner les instructions nécessaires en vue de leur rectification;
 - b) le gestionnaire de projet est libre d'infirmer ou de modifier le contenu de la communication.
- 5.4** Les instructions et/ou les ordres émanant du gestionnaire de projet prennent la forme d'ordres de service. Ces ordres de service sont datés, numérotés et consignés dans un registre et des copies sont, le cas échéant, délivrées en main propre au représentant du titulaire.
- 5.5** Le titulaire assure au gestionnaire de projet le libre accès aux lieux où s'exécutent les prestations du marché et lui fournit tous renseignements nécessaires à son information. Le gestionnaire de projet peut faire surveiller et contrôler la préparation et la fabrication de tout ce qui doit être livré au titre du marché. A cet effet, il peut recourir aux épreuves qu'il juge nécessaires parmi celles prévues par les présentes conditions générales, complétées ou modifiées le cas échéant par les conditions particulières, pour constater si les matériaux, matières et objets présentent les qualités et quantités requises. Il peut exiger le remplacement ou la réparation, suivant le cas, des pièces non conformes au marché, même après leur mise en place. Il peut également proposer une réfaction sur les prix, l'acceptation de cette réfaction par le titulaire couvrant les imperfections relevées. Le titulaire ne peut se prévaloir de l'exercice de cette surveillance et de ce contrôle pour prétendre être dégagé de sa responsabilité dans le cas où les travaux seraient rebutés par le gestionnaire de projet.
- 5.6** Le titulaire met provisoirement et gratuitement à la disposition du gestionnaire de projet les calibres et instruments définis par les conditions particulières et reconnus nécessaires à la vérification et au contrôle des travaux à effectuer et objets à fournir.
- 5.7** Dans l'exercice de ses activités, le gestionnaire de projet est tenu de ne divulguer qu'aux autorités ayant à en connaître les renseignements qu'il a obtenus, dans le cadre de ses activités de surveillance et de contrôle, sur les moyens de fabrication et de fonctionnement des entreprises.

ARTICLE 6 : Cession

- 6.1** Une cession n'est valable que si elle fait l'objet d'une convention écrite par laquelle le titulaire transfère tout ou partie de son marché à un tiers.
- 6.2** Le titulaire ne peut, sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur, céder tout ou partie du marché ou tout avantage ou intérêt qui en découle, sauf dans les cas suivants:
- a) la constitution d'une sûreté en faveur des banques du titulaire sur toute somme due ou susceptible de lui être due au titre du marché
ou
 - b) la cession aux assureurs du titulaire du droit de celui-ci d'obtenir réparation par toute personne responsable lorsque les assureurs ont réparé le préjudice qu'il a subi ou dont il a assumé la responsabilité.
- 6.3** Aux fins de l'article 6.2, l'approbation d'une cession par le pouvoir adjudicateur ne délie pas le titulaire de ses obligations pour la partie du marché déjà exécutée ou pour la partie qui n'a pas été cédée.
- 6.4** Si le titulaire a cédé son marché sans autorisation, le pouvoir adjudicateur peut, sans mise en demeure, appliquer de plein droit les sanctions pour défaut d'exécution prévues aux articles 60 et 61.
- 6.5** Les cessionnaires doivent satisfaire aux critères d'éligibilité retenus pour la passation du marché.

ARTICLE 7 : Sous-traitance

- 7.1** La sous-traitance n'est valable que si elle fait l'objet d'une convention écrite par laquelle le titulaire confie à un tiers la mise en oeuvre d'une partie de son marché.
- 7.2** Le titulaire n'a recours à la sous-traitance qu'avec l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur. Les éléments du marché à sous-traiter et l'identité des sous-traitants sont notifiés au pouvoir adjudicateur. En prenant dûment en considération les dispositions de l'article 4.3, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification et la motive en cas de refus d'autorisation.
- 7.3** Les sous-traitants doivent satisfaire aux critères d'éligibilité retenus pour la passation du marché. Ils ne peuvent pas être dans l'une des situations les excluant à participer à un marché. Ces situations d'exclusion sont énumérées au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures.
- 7.4** Le pouvoir adjudicateur n'a aucun lien avec les sous-traitants.
- 7.5** Le titulaire est responsable des actes, manquements et négligences de ses sous-traitants et de leurs mandataires ou employés, comme s'il s'agissait de ses propres actes, manquements ou négligences ou de ceux de ses mandataires ou employés. L'approbation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance d'une partie du marché ou de l'exécution par un sous-traitant d'une partie des travaux ne libère le titulaire d'aucune de ses obligations contractuelles.
- 7.6** Si un sous-traitant a contracté à l'égard du titulaire, pour les travaux qu'il a exécutés ou les biens, matériaux, équipements et services qu'il a fournis, des obligations dont la durée s'étend au-delà de la période de garantie prévue dans le marché, le titulaire doit, à tout moment après l'expiration de cette période, transférer immédiatement au pouvoir adjudicateur, à la demande et aux frais de celui-ci, le bénéfice de ces obligations pour la durée non encore expirée de ces dernières.
- 7.7** Si le titulaire conclut un contrat de sous-traitance sans approbation, le pouvoir adjudicateur peut, sans mise en demeure, appliquer de plein droit les sanctions pour défaut d'exécution prévues à l'article 60.

OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 8 : Documents à fournir

- 8.1** Sauf disposition contraire des conditions particulières, dans les 30 jours qui suivent la signature du contrat, le gestionnaire de projet remet gratuitement au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire un exemplaire des plans établis pour la mise en œuvre du marché, ainsi qu' un exemplaire des spécifications et autres documents contractuels. Le titulaire peut acheter, dans la limite des quantités disponibles, des exemplaires supplémentaires de ces plans, spécifications et autres documents. Lorsque le certificat de garantie lui a été délivré, ou après la réception définitive, le titulaire restitue au gestionnaire de projet tous les plans et autres documents contractuels.
- 8.2** Sauf si cela se révèle nécessaire aux fins du marché, les plans, les spécifications et autres documents fournis par le pouvoir adjudicateur ne sont ni utilisés ni communiqués par le titulaire à des tiers sans le consentement préalable du gestionnaire de projet.
- 8.3** Le gestionnaire de projet est habilité à adresser au titulaire au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire des ordres de service comprenant les documents ou les instructions supplémentaires nécessaires à l'exécution correcte des travaux et à la rectification des défauts éventuels.
- 8.4** Les conditions particulières doivent indiquer la procédure utilisée par le pouvoir adjudicateur et le gestionnaire de projet pour approuver les plans et autres documents émanant du titulaire, si nécessaire.

ARTICLE 9 : Accès au chantier

- 9.1** Le pouvoir adjudicateur met le chantier et ses voies d'accès à la disposition du titulaire en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux, conformément au programme de mise en œuvre visé dans les présentes conditions générales. Le titulaire donne aux autres personnes concernées toutes les possibilités appropriées pour exécuter leurs tâches comme le stipulent les conditions particulières ou comme l'exigent les ordres de service.
- 9.2** Le titulaire n'utilise pas les terrains que le pouvoir adjudicateur met à sa disposition à des fins étrangères à la mise en œuvre du marché.
- 9.3** Le titulaire maintient en bon état de conservation, pendant la durée de leur utilisation, les locaux mis à sa disposition. Il les remet, à la demande du pouvoir adjudicateur ou du gestionnaire de projet, dans leur état initial après exécution du marché, compte tenu de leur usure normale.
- 9.4** Le titulaire n'a droit à aucun paiement pour les améliorations résultant de travaux qu'il a effectués de son propre chef.

ARTICLE 10 : Aide en matière de réglementation locale

- 10.1** Le titulaire peut demander l'aide du pouvoir adjudicateur en vue d'obtenir copie des lois et règlements ainsi que des informations sur les usages ou les dispositions administratives du pays où se déroulent les travaux, lorsque ces éléments sont susceptibles de l'affecter dans la mise en œuvre de ses obligations au titre du marché. Le pouvoir adjudicateur peut fournir au titulaire, aux frais de celui-ci, l'aide demandée.
- 10.2** Si nécessaire, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur en temps voulu tous les détails concernant les travaux qui permettront au pouvoir adjudicateur d'obtenir tous les permis ou licences d'importation nécessaires.
- 10.3** Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se charge d'obtenir selon les modalités prévues par les conditions particulières les permis ou licences d'importation nécessaires dans des délais

raisonnables, compte tenu des dates de mise en œuvre du marché.

- 10.4** Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en matière de main-d'œuvre étrangère des États où les fournitures doivent être livrées, le pouvoir adjudicateur met tout en œuvre pour faciliter l'obtention par le titulaire de tous les visas et permis requis, destinés au personnel dont les services sont jugés nécessaires par le titulaire et le pouvoir adjudicateur, ainsi que les permis de séjour destinés aux membres des familles de ce personnel.
- 10.5** Le titulaire doit respecter les normes fondamentales convenues au niveau international en matière de travail, notamment les normes fondamentales de l'OIT en la matière, les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de travail et sur l'abolition du travail des enfants.

OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 11 : Obligations générales

11.1 Le titulaire doit, avec tout le soin et toute la diligence nécessaires et en conformité avec les clauses du marché, concevoir les ouvrages selon les modalités prévues par le marché et les exécuter, les achever et remédier aux vices qu'ils pourraient présenter. Il assure la conduite des travaux et fournit le personnel, les matériaux, les équipements et les installations et tous autres éléments temporaires ou permanents nécessaires à la conception, à l'exécution et à l'achèvement des ouvrages, ainsi qu'à la rectification des défauts éventuels, dans la mesure où le marché le stipule ou permet de l'inférer raisonnablement de ses dispositions.

11.1.2 Pour les marchés de conception et réalisation uniquement, le titulaire effectue et assume la responsabilité de la conception des travaux avec l'aide de concepteurs expérimentés répondant aux critères définis par le pouvoir adjudicateur. Il élabore les documents techniques requis selon les modalités définies par les conditions particulières et les spécifications techniques. Ces documents doivent être soumis au gestionnaire de projet pour approbation conformément aux dispositions des conditions spéciales et peuvent être corrigés aux frais du titulaire pour répondre aux exigences contractuelles du pouvoir adjudicateur et éliminer les erreurs, omissions, ambiguïtés, inconsistances et autres défauts de conception. Le titulaire forme le personnel du pouvoir adjudicateur, délivre et met à jour l'ensemble des documents détaillés, de même que les manuels d'opération et de maintenance conformément aux dispositions des conditions spéciales.

11.2 Les agents et ouvriers que le titulaire emploie doivent être en nombre suffisant et avoir, chacun dans sa spécialité, les qualifications nécessaires pour que la marche régulière et la bonne exécution des travaux soient assurées. Le titulaire est tenu de remplacer immédiatement tous ceux qui lui sont signalés par le gestionnaire de projet, par lettre motivée, comme compromettant la bonne exécution des travaux. Il doit faire son affaire du recrutement de tout le personnel et de toute la main œuvre. Il doit se conformer au droit du travail applicable, les payer correctement et leur assurer la plénitude de leurs droits.

11.3 Le matériel du titulaire sur chantier est considéré comme destiné à l'exécution des travaux. Le titulaire n'a pas le droit de le retirer sans le consentement écrit du gestionnaire de projet, sauf à démontrer que ledit matériel n'est plus nécessaire à l'exécution des travaux.

11.4 Le titulaire assume l'entière responsabilité du caractère approprié, de la qualité et de la sécurité de toutes les opérations et de toutes les méthodes de construction dans le cadre du marché.

11.5 Le titulaire se conforme en tous points aux ordres de service qui lui sont notifiés. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations du marché, il doit, sous peine de forclusion, en présenter l'observation écrite au gestionnaire de projet dans un délai de 10 jours à partir de la réception de l'ordre de service et en informer le pouvoir adjudicateur. L'exécution de cet ordre est suspendue durant cette période.

Le titulaire doit établir et soumettre à l'approbation du gestionnaire de projet l'échéancier de mise en oeuvre du marché selon les modalités prévues par les conditions particulières.

Si nécessaire et dans un délai qui ne peut être supérieur à 3 semaines, le titulaire doit être en mesure de fournir, sur demande motivée du gestionnaire de projet, le sous-détail de ses prix.

Les conditions particulières indiquent les plans de détail que le titulaire doit établir et soumettre à l'approbation du gestionnaire de projet. Elles indiquent également les documents et objets qui doivent être soumis au visa ou à l'agrément du gestionnaire de projet. Ces plans de détail, documents et objets ne peuvent être reproduits ou utilisés par le pouvoir adjudicateur pour un autre usage ni être communiqués à des tiers, sauf avec l'accord du titulaire et moyennant juste compensation.

11.6. Le titulaire est tenu, soit d'élire domicile, soit d'indiquer une adresse à proximité des travaux ou de désigner un mandataire résidant à cette adresse. Il est tenu de faire connaître le lieu de

ce domicile ou de cette adresse au pouvoir adjudicateur. S'il ne remplit pas cette obligation dans un délai de 2 mois à dater de la notification de l'approbation du marché, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valablement faites à l'adresse indiquée à l'article 4 des conditions particulières.

Après la réception définitive des travaux, le titulaire est relevé de cette obligation. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile au pouvoir adjudicateur avant la réception définitive des travaux, les notifications relatives au marché sont valablement faites à l'adresse indiquée à l'article 4 des conditions particulières

- 11.7** Le titulaire respecte et applique les lois et règlements en vigueur dans l'État du pouvoir adjudicateur et veille à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés locaux les respectent et les appliquent également. Il tient quitte le pouvoir adjudicateur de toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction auxdits lois ou règlements commise par lui-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge.
- 11.8** Si le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, mandataires ou employés propose de donner ou consent à offrir ou à donner ou donne à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait au marché ou à tout autre marché conclu avec le pouvoir adjudicateur, ou pour qu'il favorise ou défavorise quiconque dans le cadre du marché ou de tout autre marché conclu avec le pouvoir adjudicateur, le pouvoir adjudicateur peut, sans préjudice des droits acquis par le titulaire au titre du marché, résilier le marché conformément aux dispositions pertinentes des présentes conditions générales.
- 11.9** Le titulaire tient pour privé et confidentiel tout document et toute information qu'il reçoit dans le cadre du marché. Il ne peut, sauf dans la mesure nécessaire aux fins du marché, ni publier ni divulguer aucun élément du marché sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur ou du gestionnaire de projet après consultation du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur la nécessité de publier ou de divulguer des données aux fins du marché, la décision du pouvoir adjudicateur est définitive.
- Les conditions particulières mentionnent les documents et objets qui peuvent en outre être mis à la disposition du titulaire, sur sa demande, pour faciliter son travail. Les conditions particulières précisent l'époque et les conditions de restitution de ces documents et objets. Le titulaire peut acheter, dans la limite des quantités disponibles, des exemplaires supplémentaires de ces plans, documents et objets. Le gestionnaire de projet ne peut délivrer ces plans, documents et objets préalablement à la remise de la garantie d'exécution.
- 11.10** Si le titulaire est une entreprise commune ou un consortium comprenant deux personnes ou plus, ces personnes sont solidairement tenues d'exécuter le marché conformément au droit de l'État du pouvoir adjudicateur et elles désignent l'une d'entre elles, à la demande du pouvoir adjudicateur, pour agir en tant que chef de file habilité à engager l'entreprise commune ou le consortium. La composition ou la constitution de l'entreprise commune ou du consortium ne peut être modifiée sans le consentement préalable du pouvoir adjudicateur.
- 11.11** Sauf demande ou accord contraire de la Commission européenne, le titulaire prend les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement ou cofinancement de l'Union européenne. Ces mesures doivent suivre les règles applicables en matière de visibilité pour les actions extérieures telles que définies et publiées par la Commission.

ARTICLE 12 : Conduite des travaux

- 12.1** Le titulaire assure lui-même la conduite des travaux ou désigne un représentant à cette fin. Cette nomination doit être soumise au Gestionnaire de projet pour accord. Cet accord peut être retiré à tout moment. Tout refus du gestionnaire de projet doit être dûment motivé et le titulaire doit proposer une autre nomination sans délai. L'adresse de son représentant est normalement l'adresse de service du titulaire.

- 12.2** Si le gestionnaire de projet retire son agrément, le titulaire doit remplacer le plus tôt possible son représentant du chantier après réception de l'avis et le remplacer par un autre ayant l'accord du gestionnaire de projet.
- 12.3** Le représentant du titulaire reçoit tout pouvoir pour prendre les décisions relatives à l'exécution du chantier, recevoir et exécuter les ordres de service et contresigner le journal des travaux mentionné dans les présentes conditions générales ou les annexes.
- 12.4** Dans tous les cas, le titulaire supporte la pleine responsabilité de l'exécution des travaux, la conformité des interventions de ses employés et de ses sous-traitants aux spécifications et aux ordres de service.

ARTICLE 13 : Garantie de bonne exécution

- 13.1** Le titulaire doit, avec en retour le contrat contresigné, fournir au pouvoir adjudicateur une garantie pour la mise en œuvre complète et correcte du marché. Le montant de la garantie est fixé par les conditions particulières. Il doit être compris dans une fourchette entre 5 et 10 % du montant du marché et de ses avenants éventuels.
- 13.2** La garantie de bonne exécution est retenue pour assurer au pouvoir adjudicateur la réparation de tout préjudice résultant du fait que le titulaire n'a pas entièrement et correctement exécuté ses obligations contractuelles.
- 13.3** La garantie de bonne exécution est constituée selon le modèle fourni au volume 2 du dossier et peut être fournie sous la forme d'une garantie bancaire, d'un chèque de banque, d'un chèque certifié, d'une obligation émanant d'une compagnie d'assurance et/ou de cautionnement, d'une lettre de crédit irrévocable au profit du pouvoir adjudicateur.
- 13.4** La garantie de bonne exécution est libellée dans la devise dans laquelle le marché doit être payé. Aucun paiement n'est effectué en faveur du titulaire avant la constitution de la garantie. Cette garantie subsiste jusqu'à exécution complète et correcte du marché.
- 13.5** Si, au cours de la mise en œuvre du marché, la personne morale ou physique qui fournit la garantie n'est pas en mesure de tenir ses engagements, le pouvoir adjudicateur met le titulaire en demeure de constituer une nouvelle garantie dans les mêmes conditions que la garantie précédente. Si le titulaire ne constitue pas une nouvelle garantie, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché. Avant de procéder ainsi, il envoie une lettre recommandée avec accusée de réception. Cet avis doit fixer une nouvelle date limite, qui ne peut être inférieure à 15 jours à compter de la remise de la lettre.
- 13.7** Le pouvoir adjudicateur réclame le paiement sur la garantie de toutes les sommes dont le garant est redevable du fait d'un manquement commis par le titulaire au titre du marché, conformément aux conditions de la garantie et à concurrence de sa valeur. Le garant paie ces sommes sans délai lorsque le pouvoir adjudicateur les réclame et ne peut émettre d'objection pour quelque motif que ce soit. Avant de faire valoir ses droits sur la garantie de bonne exécution, le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire une notification précisant la nature du manquement sur lequel se fonde sa demande.
- 13.8** Sauf dispositions contraires des conditions particulières, la garantie de bonne exécution est libérée dans un délai de 45 jours à compter de la date de la signature du décompte définitif. Cependant, compte tenu des particularités du marché, les conditions particulières peuvent prévoir que la moitié de cette garantie sera restituée ou libérée à la date de la réception provisoire.

ARTICLE 14 : Assurance

- 14.1** Le titulaire souscrit une assurance à la fois en son nom et au nom du pouvoir adjudicateur contre tout préjudice ou dommage dont il répond au titre du marché. Sauf dispositions contraires des conditions particulières, cette assurance couvre:
- a) les ouvrages, y compris les matériaux et équipements qui doivent y être incorporés, au coût de leur remplacement intégral, contre tout préjudice ou dommage résultant de quelque cause que ce soit autre que la force majeure ou les risques imputables au pouvoir adjudicateur aux termes du marché;
 - b) par un montant supplémentaire représentant 15 % des coûts de remplacement ou par tout autre montant fixé dans les conditions particulières, tous les coûts additionnels, directs ou accessoires, de la réparation d'un préjudice ou d'un dommage, y compris les honoraires et le coût de la démolition et de l'enlèvement d'une partie des ouvrages et de l'enlèvement des débris de toute nature;
 - c) les installations du titulaire et tout autre matériel que ce dernier aura apporté sur le chantier, pour un montant suffisant pour assurer leur remplacement sur le chantier.
- 14.2** Le titulaire peut substituer à l'assurance prévue à l'article 14.1 une assurance globale qui couvre, entre autres, les risques visés à l'article 14.1 points a), b) et c). Dans ce cas, il informe l'assureur des droits du pouvoir adjudicateur.
- 14.3** Le titulaire souscrit une assurance-responsabilité contre les accidents du travail et une assurance-responsabilité civile contre les préjudices causés à toute personne employée par lui sur le chantier ou au pouvoir adjudicateur et à ses employés et qui résulteraient de l'exécution des travaux. Cette responsabilité est illimitée pour les préjudices corporels.
- 14.4** Le titulaire souscrit une assurance-responsabilité contre les risques et une assurance-responsabilité civile contre tout acte ou toute omission imputés à lui-même, à ses ayants droit ou à ses mandataires. Cette assurance porte au moins sur le montant indiqué dans les conditions particulières. En outre, il vérifie que tous ses sous-traitants ont souscrit une assurance similaire.
- 14.5** Toutes les assurances visées au présent article sont souscrites dans les 30 jours suivant la notification de l'attribution du marché et sont soumises à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Elles prennent effet à partir du commencement des travaux et restent en vigueur jusqu'à la réception définitive de ces derniers. Lorsque le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire de projet le lui demande, le titulaire présente sans délai au pouvoir adjudicateur la police d'assurance et les preuves du paiement régulier des primes.
- 14.6** Nonobstant les obligations d'assurance du titulaire en vertu de l'article 14, le titulaire est seul responsable et il doit tenir quitte le pouvoir adjudicateur et le gestionnaire de projet de toute réclamation émanant de tiers pour dommages matériels ou préjudices corporels résultant de l'exécution des travaux par le titulaire, par ses sous-traitants ou par leurs employés.

ARTICLE 15 : Programme de mise en œuvre

- 15.1** Si les conditions particulières l'imposent, le titulaire établit et soumet à l'approbation du gestionnaire du projet un programme de mise en œuvre du marché. Ce programme contient au moins les éléments suivants:
- a) l'ordre dans lequel le titulaire propose d'exécuter les travaux;
 - b) les dates limites pour la présentation et l'approbation des plans;
 - c) une description générale des méthodes que le titulaire propose d'adopter pour exécuter les travaux et
 - d) tous autres détails et renseignements que le gestionnaire de projet peut raisonnablement demander.

- 15.2** Les conditions particulières fixent le délai dans lequel le programme de mise en oeuvre doit être présenté à l'approbation du gestionnaire de projet. Elles peuvent prévoir les délais dans lesquels doit intervenir la présentation par le titulaire de tout ou partie des plans de détail, documents et objets. Elles précisent en outre le délai dans lequel doit intervenir l'approbation ou l'agrément, par le gestionnaire de projet, du programme d'exécution ainsi que des plans de détail, documents et objets. L'approbation du programme d'exécution par le gestionnaire de projet ne libère le titulaire d'aucune de ses obligations contractuelles.
- 15.3** Aucune modification importante ne doit être apportée au programme d'exécution sans l'approbation du gestionnaire de projet. Toutefois, si les travaux ne progressent pas conformément au programme d'exécution, le gestionnaire de projet peut charger le titulaire de le revoir et de soumettre le programme révisé à son approbation.

ARTICLE 16 : Sous-détail des prix

- 16.1** Le cas échéant, et dans un délai de 20 jours au plus à compter de la demande motivée du gestionnaire de projet, le titulaire fournit un sous-détail de ses tarifs et prix, lorsque celui-ci est nécessaire aux fins du marché.
- 16.2** Après notification de l'attribution du marché, le titulaire fournit au gestionnaire de projet, à titre d'information seulement, une estimation trimestrielle détaillée du flux de trésorerie, faisant apparaître tous les paiements auxquels le titulaire est susceptible d'avoir droit au titre du marché. Le titulaire fournit par la suite des estimations trimestrielles révisées si le gestionnaire de projet le lui demande. Cette communication n'engage en aucune manière la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou du gestionnaire de projet.

ARTICLE 17 : Plans du titulaire

- 17.1** Le titulaire soumet à l'approbation du gestionnaire de projet:
- a) les plans, documents, échantillons et/ou modèles selon les délais et les modalités fixés par les conditions particulières;
 - b) les plans que le gestionnaire de projet peut raisonnablement demander pour la mise en oeuvre du marché.
- 17.2** Si le gestionnaire de projet ne notifie pas son approbation mentionnée à l'article 17.1 dans le délai fixé dans le marché ou dans le programme d'exécution approuvé, les plans, documents, échantillons ou modèles sont réputés approuvés à la fin de ce délai. Si aucun délai n'a été fixé, ils sont réputés approuvés 30 jours après leur réception.
- 17.3** Les plans, documents, échantillons et modèles approuvés sont signés ou marqués d'une autre façon par le gestionnaire de projet et il ne pourra y être dérogé, sauf instruction contraire du gestionnaire de projet. Tout plan, document, échantillon ou modèle du titulaire non approuvé par le gestionnaire de projet est aussitôt modifié en vue de répondre aux exigences du gestionnaire de projet et soumis de nouveau par le titulaire pour approbation.
- 17.4** Le titulaire fournit des copies supplémentaires des plans approuvés, sous la forme et dans les quantités indiquées dans le marché ou dans les ordres de service ultérieurs.
- 17.5** L'approbation des plans, documents, échantillons ou modèles par le gestionnaire de projet ne dégage le titulaire d'aucune de ses obligations contractuelles.
- 17.6** Le gestionnaire de projet a le droit d'inspecter tous les plans, documents, échantillons ou modèles relatifs au marché dans les locaux du titulaire, à tout moment jugé raisonnable.

- 17.7** Avant la réception provisoire des travaux, le titulaire fournit des manuels d'utilisation et de maintenance ainsi que des plans, qui sont suffisamment détaillés pour permettre au pouvoir adjudicateur de faire fonctionner, entretenir, régler et réparer toutes les parties des ouvrages. Sauf dispositions contraires des conditions particulières, ces manuels et plans sont établis dans la langue du marché. Les travaux ne sont pas considérés comme achevés aux fins de la réception provisoire tant que les manuels et plans en question n'ont pas été fournis au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 18 : Niveau suffisant du montant de l'offre

- 18.1** Sous réserve des dispositions des conditions particulières, le titulaire est réputé avoir inspecté et examiné le chantier et ses abords et s'être assuré, avant le dépôt de sa soumission, de la qualité du sol et du sous-sol. De même, il est réputé avoir tenu compte de la configuration et de la nature du chantier, de l'étendue et de la nature des travaux et des matériaux nécessaires à l'exécution des ouvrages, des moyens de communication et d'accès au chantier et des logements dont il peut avoir besoin et, d'une manière générale, il est censé avoir obtenu pour son propre compte toutes les informations requises quant aux risques, aléas et tous autres facteurs susceptibles d'influer sur son offre ou de l'affecter.
- 18.2** Le titulaire est réputé s'être assuré, avant de soumettre son offre, de la justesse et du niveau suffisant de celle-ci ainsi que des tarifs et prix indiqués dans le détail estimatif ou dans le bordereau des prix, lesquels, sauf dispositions contraires des conditions particulières, couvrent toutes ses obligations contractuelles.
- 18.3** Le titulaire, étant réputé avoir établi ses prix d'après ses propres calculs, opérations et estimations, exécute sans coût supplémentaire tout travail qui relève d'un poste quelconque de son offre et pour lequel il n'a indiqué ni prix unitaire, ni prix forfaitaire.

ARTICLE 19 : Risques exceptionnels

- 19.1** Si, au cours de la mise en oeuvre des travaux, le titulaire rencontre des obstacles artificiels ou des conditions physiques impossibles à prévoir raisonnablement par un titulaire expérimenté et s'il estime que cette situation nécessite des frais supplémentaires et/ou une prolongation des délais de mise en oeuvre du marché, il en avise le gestionnaire de projet par notification conformément aux articles des conditions générales relatifs à la prolongation du délai d'exécution et/ou aux demandes de paiements supplémentaires. Dans cette notification, il précise les obstacles artificiels et/ou les conditions physiques en question, en indiquant en détail les effets prévisibles, les mesures qu'il est en train de prendre ou a l'intention de prendre, ainsi que l'ampleur du retard ou des perturbations prévisibles dans l'exécution des travaux.
- 19.2** Dès réception de la notification, le gestionnaire de projet peut, entre autres:
- a) demander au titulaire de fournir une estimation du coût des mesures qu'il est en train de prendre ou a l'intention de prendre;
 - b) approuver, avec ou sans modifications, les mesures visées à l'article 19.2 point a);
 - c) donner des ordres de services sur la manière dont les obstacles artificiels ou les conditions physiques en question doivent être surmontés;
 - d) ordonner une modification, une suspension ou l'annulation du marché.
- 19.3** Dans la mesure où il estime que les obstacles artificiels ou les conditions physiques en question étaient raisonnablement impossibles à prévoir, en tout ou en partie, par un titulaire expérimenté, le gestionnaire de projet:
- a) tient compte de tout retard subi par le titulaire du fait de ces obstacles ou de ces conditions au moment de déterminer la prolongation du délai d'exécution qui est reconnu au titulaire en vertu des conditions générales
- et/ou

- b) détermine, s'il s'agit d'obstacles artificiels ou de conditions physiques autres que les conditions climatiques, les paiements supplémentaires qui sont dus au titulaire en vertu des conditions générales.
- 19.4** Si le gestionnaire de projet estime que les obstacles artificiels ou les conditions physiques étaient raisonnablement prévisibles, en tout ou en partie, par un titulaire expérimenté, il en informe le titulaire dès que possible.
- 19.5** Aucune réclamation du titulaire au titre de l'article 52 n'est admise à raison des conditions climatiques. Le gestionnaire de projet a la faculté de suspendre, pendant une certaine période, l'exécution des travaux qui, à son jugement, ne peuvent être effectués sans inconvénient en raison des conditions climatiques normalement prévisibles ou précisées dans les conditions particulières. Pendant les périodes de suspension, le titulaire prend, à ses frais, toutes les mesures conservatoires pour assurer la sauvegarde des travaux et matériaux.

ARTICLE 20 : Sécurité sur les chantiers

- 20.1** Le titulaire a le droit d'interdire l'accès du chantier à toute personne étrangère à l'exécution du marché, à l'exception toutefois des personnes autorisées par le gestionnaire de projet ou des représentants du pouvoir adjudicateur.
- 20.2** Le titulaire assure la sécurité sur les chantiers pendant toute la durée des travaux et est tenu de prendre, dans l'intérêt de ses employés, des mandataires du pouvoir adjudicateur et des tiers, les mesures nécessaires pour prévenir tout préjudice ou accident pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- 20.3** Le titulaire met tout en œuvre, sous sa propre responsabilité et à ses frais, pour assurer la protection, la conservation et l'entretien des constructions et installations existantes. Il est tenu de fournir et d'entretenir à ses frais tous dispositifs d'éclairage, de protection, de clôture et de sécurité qui se révèlent nécessaires à la bonne exécution des travaux ou que le gestionnaire de projet peut raisonnablement exiger.
- 20.4** Si, au cours de la mise en œuvre du marché, des mesures urgentes s'imposent pour parer à tout risque d'accident ou de dommage ou pour assurer la sécurité à la suite d'un accident ou d'un dommage, le gestionnaire de projet met le titulaire en demeure de faire le nécessaire. Si le titulaire ne veut pas ou ne peut pas prendre les mesures requises, le gestionnaire de projet peut faire exécuter le travail aux frais du titulaire, pour autant que la responsabilité en incombe au titulaire.

ARTICLE 21 : Sauvegarde des propriétés riveraines

- 21.1** Le titulaire prend, sous sa propre responsabilité et à ses frais, toutes les précautions requises par les règles de l'art en matière de constructions et adaptées aux conditions locales pour sauvegarder les propriétés riveraines et éviter que des perturbations anormales y soient causées.
- 21.2** Le titulaire indemnise le pouvoir adjudicateur des conséquences pécuniaires de toutes les réclamations des riverains, pour autant que la responsabilité lui en incombe et que les dommages causés aux propriétés riveraines ne soient pas la conséquence d'un risque créé par la conception du projet ou la méthode de construction imposée par le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire de projet au titulaire.

ARTICLE 22 : Entraves à la circulation

- 22.1** Le titulaire s'assure que les travaux et ouvrages n'entravent pas la circulation sur les voies ou moyens de communication, tels que les routes, les chemins de fer, les voies navigables ou les aérodromes, ou ne l'obstruent pas, sauf dans la mesure où les conditions particulières le permettent. Il tient notamment compte des limitations de charge en choisissant les itinéraires et les véhicules.

- 22.2** Les mesures spéciales que le titulaire estime nécessaires ou qui sont spécifiées dans les conditions particulières ou sont requises par le pouvoir adjudicateur pour la protection ou le renforcement de sections de routes, de voies ferrées ou de ponts sont à la charge du titulaire, que ces mesures soient ou non exécutées par lui. Le titulaire doit, avant de les exécuter, informer le gestionnaire de projet des mesures qu'il compte prendre. La réparation de tout dommage causé aux routes, voies ferrées ou ponts par le transport de matériaux, équipements ou installations est à la charge du titulaire.

ARTICLE 23 : Câbles et canalisations

- 23.1** Lorsque, au cours de l'exécution des travaux, le titulaire rencontre des repères indiquant le parcours de câbles de canalisations ou d'installations souterrains, il maintient ces repères à leur place ou les remet en place si l'exécution des travaux a nécessité leur enlèvement momentané. Ces opérations annexes requièrent l'autorisation préalable du gestionnaire de projet.
- 23.2** Le titulaire est responsable de la conservation, du déplacement et de la remise en place, selon le cas, des câbles, canalisations et installations spécifiés par le pouvoir adjudicateur dans le marché et prend à sa charge les frais afférents.
- 23.3** Lorsque la présence de câbles, de canalisations ou installations n'a pas été mentionnée dans le marché, mais est signalée par des repères ou des indices, le titulaire a un devoir général de diligence et des obligations analogues à celles énoncées ci-dessus en ce qui concerne la conservation, le déplacement et la remise en place. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur l'indemnise des frais afférents à ces travaux, dans la mesure où ces travaux sont nécessaires à l'exécution du marché.
- 23.4** Toutefois, l'obligation de déplacer et de remettre en place les câbles, canalisations et installations, ainsi que les frais qui en résultent, n'incombent pas au titulaire si le pouvoir adjudicateur décide de les prendre à son compte. Il en est de même si cette obligation et les frais afférents incombent à une autre administration spécialisée ou à un mandataire.
- 23.5** Lorsque l'exécution d'un travail sur le chantier risque de causer des perturbations dans un service public ou un préjudice à celui-ci, le titulaire en informe immédiatement le gestionnaire de projet par écrit, avec un préavis raisonnable afin que des mesures appropriées soient prises à temps pour permettre le déroulement normal des travaux.

ARTICLE 24 : Implantation des ouvrages

- 24.1** Le titulaire a la responsabilité:
- a) de l'implantation exacte des ouvrages par rapport aux repères, lignes et niveaux de référence originaux fournis par le gestionnaire de projet;
 - b) de l'exactitude du positionnement, du nivellement, du dimensionnement et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages
- et
- c) de la fourniture de tous les instruments et accessoires et de la main-d'œuvre nécessaires en rapport avec les tâches énumérées ci-dessus.
- 24.2** Si, à un moment quelconque de l'exécution des travaux, une erreur apparaît dans le positionnement, dans le nivellement, dans le dimensionnement ou dans l'alignement d'une partie quelconque des ouvrages, le titulaire doit, si le gestionnaire de projet le demande, rectifier cette erreur à ses propres frais et à la satisfaction du gestionnaire de projet, à moins que cette erreur ne repose sur des données incorrectes fournies par celui-ci, auquel cas le coût de la rectification incombe au pouvoir adjudicateur.

- 24.3** La vérification de tout tracement ou de tout alignement ou nivellement par le gestionnaire de projet ne dégage en aucune façon le titulaire de sa responsabilité quant à l'exactitude de ces opérations. Le titulaire doit protéger et conserver soigneusement tous les repères, jalons à voyant fixe, piquets et autres marques utilisés lors de l'implantation des ouvrages.

ARTICLE 25 : Matériaux provenant de démolitions

- 25.1** Lorsque le marché comprend des démolitions, les matériaux et éléments provenant de celles-ci sont, sauf dispositions contraires des conditions particulières et sous réserve des dispositions des conditions générales relatives aux découvertes, la propriété du titulaire.
- 25.2** Si les conditions particulières réservent au pouvoir adjudicateur le droit de propriété sur les matériaux ou sur tout ou partie des éléments provenant de démolitions, le titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour en assurer la conservation. Il répond de la destruction ou de l'endommagement de ces matériaux ou éléments causés par lui ou par ses mandataires.
- 25.3** Indépendamment de l'utilisation à laquelle le pouvoir adjudicateur se propose d'affecter les matériaux ou éléments sur lesquels, il se réserve le droit de propriété, tous les frais de transport et de stockage, ainsi que d'entreposage à l'endroit indiqué par le gestionnaire de projet, sont à la charge du titulaire pour tout déplacement à une distance n'excédant pas 100 mètres.
- 25.4** Sauf dispositions contraires des conditions particulières, le titulaire enlève au fur et à mesure, à ses frais, le gravois et autres matériaux de démolition, ainsi que les décombres et débris du chantier.

ARTICLE 26 : Découvertes

- 26.1** Toute découverte d'un quelconque intérêt qui est faite au cours des fouilles ou des travaux de démolition est immédiatement portée à la connaissance du gestionnaire de projet. Celui-ci décide des dispositions à prendre au sujet de telles découvertes, en conformité avec le droit de l'État du pouvoir adjudicateur.
- 26.2** Sauf disposition contraire des conditions particulières, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de propriété sur les matériaux trouvés au cours des fouilles et des travaux de démolition effectués sur des terrains lui appartenant, sous réserve d'une indemnisation du titulaire pour les efforts particuliers qu'il a consentis.
- 26.3** Sauf disposition contraire des conditions particulières, les objets d'art ou d'antiquité, les objets naturels ou numismatiques, et tous autres objets présentant un intérêt scientifique, de même que les objets rares ou faits en métal précieux, trouvés au cours de fouilles ou des travaux de démolition sont la propriété du pouvoir adjudicateur.
- 26.4** En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur a seule compétence pour se prononcer sur les qualifications énoncées aux articles 26.1 et 26.3.

ARTICLE 27 : Ouvrages temporaires

- 27.1** Le titulaire effectue à ses frais tous les ouvrages temporaires destinés à permettre l'exécution des travaux. Il soumet au gestionnaire de projet les plans des ouvrages de cette nature qu'il a l'intention d'utiliser, tels que caissons-batardeaux, échafaudages, treillis et coffrages. Il tient compte des observations qui lui sont faites par le gestionnaire de projet tout en assumant la responsabilité de ces plans.

- 27.2** Lorsque les conditions particulières stipulent qu'il incombe au pouvoir adjudicateur de concevoir des ouvrages temporaires particuliers, le gestionnaire de projet fournit au titulaire tous les plans nécessaires en temps utile pour lui permettre d'entreprendre la construction de ces ouvrages conformément à son programme. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur est seul responsable de la sécurité et du caractère approprié de la conception. Le titulaire est cependant responsable de leur réalisation correcte.

ARTICLE 28 : Études du sol

- 28.1** Sous réserve des clauses des conditions particulières et des spécifications techniques, le titulaire met à la disposition du gestionnaire de projet le personnel et les installations nécessaires pour l'exécution des études du sol que le gestionnaire de projet peut raisonnablement juger nécessaires.
- 28.2** Il est indemnisé du coût réel de la main œuvre et des installations utilisées ou mises à disposition pour ces travaux, si elles ne sont pas déjà prévues dans le marché.

ARTICLE 29 : Marchés imbriqués

- 29.1** Le titulaire doit, conformément aux exigences du gestionnaire de projet, permettre, dans des limites raisonnables, toutes facilités aux autres titulaires employés par le pouvoir adjudicateur et à leurs ouvriers, de même qu'aux ouvriers du pouvoir adjudicateur et de tout autre service public qui peuvent être employés sur le chantier ou à proximité pour l'exécution de travaux non inclus dans le marché ou de tout marché connexe ou accessoire à la construction des ouvrages que le pouvoir adjudicateur peut conclure.
- 29.2** Toutefois, si, sur demande écrite du gestionnaire de projet, le titulaire met à la disposition d'un autre titulaire, ou d'un service public ou du pouvoir adjudicateur, des routes ou voies que le titulaire est tenu d'entretenir, ou permet l'utilisation par ces personnes de ses ouvrages temporaires, de ses échafaudages ou d'autres installations se trouvant sur le chantier, ou fournit tout autre service, de quelque nature que ce soit, qui n'était pas prévu dans le marché, le pouvoir adjudicateur accorde au titulaire, pour cette utilisation ou ce service, une rémunération et/ou une prolongation de délai telles que jugées raisonnables par le gestionnaire de projet.
- 29.3** L'article 29 ne dégage le titulaire d'aucune de ses obligations contractuelles et ne lui donne droit à aucune indemnisation autre que celle qui est prévue à l'article 29.2.
- 29.4** Les difficultés qui surviennent au sujet de l'un des marchés ne peuvent, en aucun cas, autoriser le titulaire à modifier ou à retarder la mise en oeuvre des autres marchés. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur ne peut se prévaloir de telles difficultés pour suspendre les paiements dus au titre d'un autre marché.

ARTICLE 30 : Brevets et licences

- 30.1** Sous réserve de dispositions contraires des conditions particulières, le titulaire tient quitte le pouvoir adjudicateur et le gestionnaire de projet de toute réclamation résultant de l'utilisation, telle que stipulée par le marché, de brevets, licences, plans, dessins, modèles, marques ou marques de fabrique, sauf lorsque cette infraction résulte de la stricte application du projet ou des spécifications fournis par le pouvoir adjudicateur et/ou le gestionnaire de projet.

DÉMARRAGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ ET RETARDS

ARTICLE 31 : Ordre de commencer la mise en oeuvre du marché

- 31.1** Le pouvoir adjudicateur fixe la date à laquelle la mise en oeuvre du marché doit commencer et en avise le titulaire dans la notification d'attribution du marché ou par un ordre de service émanant du gestionnaire du projet.
- 31.2** La mise en oeuvre du marché commence au plus tard 90 jours après la notification de l'attribution du marché, sauf si les parties en sont convenues autrement. Au-delà de cette date, le titulaire a le droit de ne pas exécuter le marché et d'obtenir la résiliation de celui-ci ou la réparation du préjudice qu'il a subi. Il est déchu de ce droit s'il n'en use pas au plus tard dans les 30 jours qui suivent l'expiration du premier délai.

ARTICLE 32 : Délai de mise en oeuvre des tâches

- 32.1** Le délai de mise en oeuvre des tâches commence à courir à la date fixée conformément à l'article 31. Il est fixé dans le marché, sans préjudice des prolongations qui peuvent être accordées en vertu de l'article 23.
- 32.2** Si des délais de mise en oeuvre distincts sont prévus pour les différents lots, et dans les cas où plusieurs lots sont attribués au titulaire, le délai de mise en oeuvre pour chaque lot reste identique.

ARTICLE 33 : Prolongation du délai de mise en oeuvre des tâches

- 33.1** Le titulaire peut demander une prolongation du délai de mise en oeuvre des tâches en cas de retard, effectif ou prévisible, dans l'exécution du marché dû à l'une quelconque des causes suivantes:
- a) conditions climatiques exceptionnellement défavorables dans l'État du pouvoir adjudicateur;
 - b) obstacles artificiels ou conditions physiques impossibles à prévoir raisonnablement par un titulaire expérimenté;
 - c) ordres de service affectant la date d'achèvement, sauf lorsqu'ils résultent d'un manquement du titulaire;
 - d) manquement du pouvoir adjudicateur à ses obligations contractuelles;
 - e) toute suspension des travaux qui n'est pas imputable à un manquement du titulaire;
 - f) cas de force majeure;
 - g) toute autre cause visée dans les présentes conditions générales qui n'est pas imputable à un manquement du titulaire.
- 33.2** Le titulaire notifie au gestionnaire du projet, dans un délai de 15 jours à compter du moment où il s'est rendu compte de l'éventualité d'un retard, son intention de demander une prolongation du délai de mise en oeuvre à laquelle il estime avoir droit, et lui fournit, dans un délai de 30 jours, sauf convention contraire entre le titulaire et le gestionnaire du projet, des renseignements complets et détaillés sur cette demande, afin que celle-ci puisse être dès lors examinée.
- 33.3** Dans un délai de 30 jours, le gestionnaire du projet, par une notification écrite adressée au titulaire après consultation appropriée du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, du titulaire, accorde la prolongation du délai de mise en oeuvre considérée comme justifiée, pour l'avenir ou avec effet rétroactif, ou fait savoir au titulaire qu'il n'a pas droit à une prolongation.

ARTICLE 34 : Retards dans la mise en oeuvre

- 34.1** Si le titulaire ne termine pas les travaux dans le ou les délais stipulés dans le marché, le pouvoir adjudicateur a droit, sans mise en demeure et sans préjudice des autres recours prévus par le marché, à une indemnité forfaitaire pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin du délai contractuel ou du délai prolongé et la date réelle d'achèvement des travaux, au taux et à concurrence du plafond fixé dans les conditions particulières. Si les ouvrages ont fait l'objet d'une réception partielle conformément à l'article 59, l'indemnité forfaitaire fixée dans les conditions particulières peut être réduite proportionnellement à la valeur de la partie des ouvrages qui a été partiellement acceptée par rapport à la valeur globale de l'ensemble des ouvrages.
- 34.2** Si le pouvoir adjudicateur est en droit d'obtenir le montant maximal au titre de l'article 34.1, il peut, après avoir donné un préavis au titulaire:
- a) saisir la garantie de bonne exécution et
 - b) résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et
 - c) conclure un marché avec un tiers aux frais du titulaire pour les travaux restant à exécuter.
- Cette partie n'est pas payée au titulaire. En outre, le titulaire est redevable des coûts supplémentaires et dommages occasionnés par sa déficience.

ARTICLE 35 : Modifications

- 35.1** Le gestionnaire de projet a compétence pour ordonner toute modification à une partie quelconque des ouvrages nécessaires au bon achèvement et/ou au bon fonctionnement des travaux. Ces modifications peuvent consister en des ajouts, des suppressions, des substitutions, des changements en qualité, en quantité, dans la forme, la nature, le genre, l'emplacement, les dimensions, le niveau ou l'alignement ainsi que des changements dans l'échelonnement, le mode ou le calendrier, tels que stipulés, de l'exécution des travaux. Aucun ordre de modification ne peut avoir pour effet d'invalidier le marché. Toutefois, l'incidence financière éventuelle de toutes ces modifications est évaluée conformément aux articles suivants. Toute modification substantielle du contrat, telle que l'augmentation du montant total, doit faire l'objet d'un avenant.
- 35.2** Toute modification n'est effectuée que sur un ordre de service, sous réserve que:
- a) si, pour une raison quelconque, le gestionnaire de projet estime nécessaire de donner une instruction orale, il la confirme aussitôt que possible par un ordre de service;
 - b) si le titulaire confirme par écrit une instruction orale aux fins de l'article 35.2 point a) et que la confirmation n'est pas aussitôt réfutée par écrit par le gestionnaire de projet, un ordre de service est réputé avoir été donné pour l'exécution de la modification ;
 - c) un ordre de service pour l'exécution d'une modification n'est pas requis lorsqu'il s'agit d'augmenter ou de diminuer la masse d'une partie quelconque des travaux et que cette augmentation ou cette diminution résulte d'une insuffisance ou d'une surévaluation des quantités estimées figurant au détail estimatif ou au bordereau des prix.
- 35.3** Sans préjudice des dispositions de l'article 35.2, le gestionnaire de projet, avant d'émettre un ordre de service pour l'exécution d'une modification, notifie au titulaire la nature et la forme de modification. Dans les délais fixés par la notification, le titulaire soumet au gestionnaire de projet une proposition relative:
- a) à la description des tâches à effectuer ou des mesures à prendre et un programme d'exécution et
 - b) aux modifications éventuellement nécessaires au programme général de mise en oeuvre ou à l'une quelconque des obligations du titulaire au titre du marché et
 - c) à l'adaptation du montant du marché conformément aux règles énoncées à l'article 35.

- 35.4** Après réception de la proposition du titulaire mentionnée à l'article 35.3, le gestionnaire de projet décide dès que possible, après consultation appropriée du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, du titulaire, s'il y a lieu ou non de procéder à la modification. Si le gestionnaire de projet en décide l'exécution, il émet un ordre de service indiquant que la modification doit être effectuée au prix et dans les conditions spécifiés dans la proposition du titulaire visée à l'article 35.3 ou tels que révisés par le gestionnaire de projet conformément à l'article 35.5.
- 35.5** Le gestionnaire de projet arrête les prix applicables aux modifications qu'il a ordonnées conformément aux articles 35.2 et 35.4, selon les principes suivants:
- a) lorsque les travaux sont de même nature que les travaux chiffrés dans le détail estimatif ou dans le bordereau des prix et sont exécutés dans des conditions similaires, ils sont évalués aux taux et aux prix qui y figurent;
 - b) lorsque les travaux ne sont pas de même nature ou ne doivent pas être exécutés dans des conditions similaires, les taux et les prix du marché servent de base d'évaluation dans la mesure où cela se justifie, faute de quoi une évaluation équitable est faite par le gestionnaire de projet;
 - c) si la nature ou le montant d'une modification par rapport à la nature et au montant de l'ensemble du marché ou d'une partie de ce dernier sont tels que, à son avis, un taux ou un prix figurant dans le marché pour une nature d'ouvrage n'apparaissent plus cohérents du fait de cette modification, le gestionnaire de projet fixe alors le taux ou le prix qu'il estime raisonnable et approprié eu égard aux circonstances;
 - d) lorsqu'une modification est rendue nécessaire par un manquement du titulaire ou par un défaut d'exécution du marché qui lui est imputable, tous les coûts supplémentaires entraînés par cette modification sont à la charge du titulaire.
- 35.6** Dès réception de l'ordre de service ordonnant la modification, le titulaire procède à son exécution et est tenu de s'y conformer au même titre que si la modification avait été stipulée dans le marché. Les travaux ne sont pas retardés dans l'attente de l'octroi d'une prolongation éventuelle du délai d'exécution ou d'un ajustement du montant du marché. Si l'ordre d'exécuter une modification est antérieur à l'ajustement du montant du marché, le titulaire établit un relevé des frais résultant de la modification et du temps consacré à son exécution. Ce relevé peut être examiné par le gestionnaire de projet à tout moment jugé raisonnable.
- 35.7** Sous réserve de dispositions différentes des conditions particulières, en cas d'augmentation ou de diminution de la masse des travaux ordonnés par le pouvoir adjudicateur résultant de circonstances qui ne sont ni de la faute ni du fait du titulaire, celui-ci ne peut réclamer aucune indemnité tant que cette modification, évaluée aux prix initiaux et sans changer l'objet du marché, n'excède pas un pourcentage du montant initial du marché qui est fixé dans les conditions particulières. Ce pourcentage ne peut être supérieur à 15% ni inférieur à 10%. Dans ce cas, le titulaire a droit, sur demande justifiée adressée au pouvoir adjudicateur, à une modification du délai contractuel de mise en oeuvre.
- 35.8** Si l'augmentation ou la diminution, évaluée de la même manière, est supérieure au pourcentage fixé dans les conditions particulières, le titulaire peut présenter, au moment de l'établissement du décompte général, une demande d'indemnité fondée sur le préjudice éventuel que lui causent les modifications survenues dans les prévisions du projet. Il a droit également, sur demande justifiée adressée au pouvoir adjudicateur, à une modification du délai contractuel d'exécution. Si la modification, évaluée de la même manière, est supérieure à 33%, le titulaire a le droit de refuser l'exécution des travaux supplémentaires au-delà de cette fraction. Dans ce cas, il notifie sa décision au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 2 mois suivant l'ordre de service qui a prescrit la modification. Le gestionnaire de projet détermine, après consultation avec le pouvoir adjudicateur et le titulaire, toute somme/indemnité et extension de la période d'exécution.

- 35.9** Sous réserve des dispositions des conditions particulières, lorsque le marché comporte un détail estimatif ou une décomposition du montant global indiquant, par poste, l'importance des différents ouvrages et leur prix respectif et que les changements ordonnés par le pouvoir adjudicateur ou résultant de circonstances qui ne sont ni de la faute ni du fait du titulaire modifient l'importance de certains de ces ouvrages de telle sorte que la quantité indiquée par poste diffère, de plus ou en moins 20%, le titulaire a droit, dès lors que toutes les quantités du poste considéré ont été exécutées aux fins du marché, et sur demande justifiée adressée au pouvoir adjudicateur, à une indemnité basée sur le préjudice éventuel que lui ont causé les modifications survenues à cet égard dans les prévisions du projet.
- 35.10** Les modifications contractuelles qui ne font pas l'objet d'un ordre de service doivent être formalisées par des avenants au contrat signés par toutes les parties. Les changements d'adresse, de compte bancaire peuvent faire l'objet d'une simple notification écrite du titulaire au pouvoir adjudicateur. Toutes les modifications contractuelles doivent respecter les principes généraux définis par le Guide pratique des procédures contractuelles applicable aux actions extérieures.

ARTICLE 36 : Suspension des travaux

- 36.1** Le titulaire suspend, sur ordre du gestionnaire de projet, les travaux, en tout ou en partie, pendant la durée et de la manière que le gestionnaire de projet juge nécessaires.
- 36.2** Pendant la période de suspension, le titulaire prend toutes les mesures conservatoires nécessaires pour assurer la protection des ouvrages, des équipements, des installations et du chantier contre toute détérioration, toute perte et tout dommage.
- 36.3** Les frais supplémentaires occasionnés par ces mesures conservatoires s'ajoutent au montant du marché, sauf si la suspension est:
- a) réglée d'une manière différente dans le marché ou
 - b) nécessaire par suite d'un manquement du titulaire ou
 - c) nécessaire du fait des conditions climatiques normales du chantier ou
 - d) nécessaire pour assurer la sécurité ou la bonne exécution de tout ou partie des travaux, dans la mesure où cette nécessité ne résulte pas d'un acte ou d'un manquement du gestionnaire de projet ou du pouvoir adjudicateur ou de l'un quelconque des risques exceptionnels visés à l'article 19.
- 36.4** Le titulaire n'a droit à de tels suppléments au montant du marché que s'il notifie au gestionnaire de projet, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'ordre de suspendre les travaux, son intention de présenter une réclamation à leur sujet.
- 36.5** Le gestionnaire de projet, après consultation du pouvoir adjudicateur et du titulaire, fixe le paiement supplémentaire et/ou la prolongation du délai d'exécution qu'il estime justes et raisonnables d'accorder au titulaire à la suite de cette réclamation.
- 36.6** Si la période de suspension est supérieure à 180 jours (ou toute autre période plus courte indiquée dans les conditions particulières) et que la suspension n'est pas imputable au manquement du titulaire, celui-ci peut, par notification au gestionnaire de projet, demander l'autorisation de poursuivre les travaux ou résilier le marché dans un délai de 30 jours.
- 36.7** Lorsque la procédure de passation ou la mise en oeuvre d'un marché sont entachées soit d'erreurs ou d'irrégularités substantielles, soit de fraude, le pouvoir adjudicateur suspend la mise en oeuvre dudit marché. Si ces erreurs, irrégularités ou fraudes sont le fait du titulaire, il peut, en outre, refuser d'effectuer le paiement ou recouvrer les montants déjà versés, proportionnellement à la gravité desdites erreurs, irrégularités ou fraudes. Le pouvoir adjudicateur peut également suspendre les paiements dans les cas où il y a des erreurs suspectées ou établies, des irrégularités ou des fraudes commises par le titulaire dans le cadre de l'exécution d'un autre marché financé par le budget général de la Communauté européenne ou par des budgets gérés par celle-ci, qui sont susceptibles d'influer sur l'exécution du présent marché.

La suspension du marché a pour objet de vérifier la réalité des erreurs et irrégularités substantielles ou fraudes présumées. Si elles ne sont pas confirmées, la mise en oeuvre du marché est reprise à l'issue de cette vérification. Est constitutive d'une erreur ou d'une irrégularité substantielle toute violation d'une disposition contractuelle ou réglementaire résultant d'un acte ou d'une omission qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget communautaire.

MATÉRIAUX ET LIVRAISONS

ARTICLE 37 : Journal des travaux

- 37.1** Sauf stipulations contraires des conditions particulières, un journal des travaux est tenu sur le chantier par le gestionnaire de projet, qui y consigne au moins les données suivantes:
- a) les conditions atmosphériques, les interruptions de travaux pour cause d'intempéries, les heures de travail, le nombre et la catégorie des ouvriers employés sur le chantier, les matériaux fournis, le matériel utilisé, le matériel hors service, les essais effectués sur place, les échantillons expédiés, les événements imprévus, ainsi que les ordres donnés au titulaire;
 - b) les attachements détaillés pour tous les éléments quantitatifs et qualitatifs des travaux exécutés et des approvisionnements livrés et utilisés, contrôlables sur le chantier et servant au calcul des paiements à effectuer au titulaire.
- 37.2** Les attachements font partie intégrante du journal des travaux mais peuvent, le cas échéant, faire l'objet de documents séparés. Les conditions particulières fixent les règles techniques à suivre pour l'établissement des attachements.
- 37.3** Le titulaire s'assure que des attachements sont établis, en temps utile et conformément aux conditions particulières, pour les travaux, les services et les fournitures non mesurables ou vérifiables ultérieurement. Faute de quoi, il doit accepter les décisions du gestionnaire de projet, sauf à produire, à ses propres frais, la preuve contraire.
- 37.4** Les inscriptions faites dans le journal au fur et à mesure de l'avancement des travaux sont signées par le gestionnaire de projet et contresignées par le titulaire ou son représentant. En cas de contestation, le titulaire fait connaître sa position au gestionnaire de projet dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle l'inscription ou les attachements contestés ont été enregistrés. S'il s'abstient de contresigner ou de faire connaître sa position dans le délai imparti, le titulaire est réputé avoir accepté les notes figurant dans le journal. Il peut examiner le journal à tout moment et peut, sans déplacer le document, faire ou obtenir une copie des mentions qu'il considère nécessaire à son information.
- 37.5** Sur demande, le titulaire fournit au gestionnaire de projet les renseignements nécessaires à la bonne tenue du journal des travaux.

ARTICLE 38 : Origine

- 38.1** Sauf disposition contraire des conditions particulières, les biens et matériaux doivent provenir d'un Etat Membre de l'Union européenne ou d'un des pays bénéficiaires mentionnés dans l'invitation à soumissionner. L'origine des biens et des matériaux est déterminée conformément aux modalités définies dans le code des douanes communautaire ou conformément aux accords internationaux dont le pays concerné est signataire.
- 38.2** Le titulaire doit attester que les biens proposés répondent à cette exigence en indiquant le pays d'origine. Il peut se voir demandé des informations plus détaillées à cette fin.
- 38.3** Le titulaire doit présenter un certificat d'origine officiel lors de la réception provisoire. Le non-respect de cette obligation conduit, après mise en demeure préalable, à la résiliation du contrat.

ARTICLE 39 : Qualité des ouvrages et matériaux

- 39.1** Les ouvrages, les composants et les matériaux doivent être conformes aux spécifications techniques, plans, métrés, modèles, échantillons, calibres et autres prescriptions, prévus par le marché, qui doivent être tenus à la disposition du pouvoir adjudicateur ou du gestionnaire de projet pour qu'ils puissent s'y reporter pendant toute la période de mise en oeuvre.
- 39.2** Toute réception technique préliminaire stipulée dans les conditions particulières fait l'objet d'une demande adressée par le titulaire au gestionnaire de projet. La demande fait référence au marché et indique le numéro de lot et le lieu où cette réception doit s'effectuer, selon le cas. Les composants et les matériaux spécifiés dans la demande ne peuvent être incorporés aux ouvrages que si le gestionnaire de projet a préalablement certifié qu'ils répondent aux conditions fixées pour cette réception.
- 39.3** Même si les matériaux ou éléments à incorporer dans les ouvrages ou dans la fabrication des composants ont été techniquement réceptionnés de cette manière, ils peuvent encore être rejetés et ils doivent être immédiatement remplacés par le titulaire au cas où un nouvel examen ferait apparaître des vices ou des malfaçons. La possibilité sera donnée au titulaire de réparer et de mettre en bon état les matériaux et éléments rejetés, mais ces matériaux et éléments ne pourront être acceptés en vue de leur incorporation aux ouvrages que s'ils ont été réparés et mis en bon état d'une manière jugée satisfaisante par le gestionnaire de projet.

ARTICLE 40 : Inspection et test

- 40.1** Le titulaire veille à ce que les composants et les matériaux soient acheminés en temps utile sur le chantier pour que le gestionnaire de projet puisse procéder à leur réception. Il est réputé avoir pleinement apprécié les difficultés qu'il pourrait rencontrer à cet égard et il n'est pas autorisé à invoquer un quelconque motif de retard dans l'exécution de ses obligations.
- 40.2** Afin de vérifier que les composants, les matériaux et l'ouvrage présentent la qualité et, le cas échéant, existent dans les quantités requises, le gestionnaire de projet a le droit de les inspecter, de les examiner, de les mesurer et de les tester, ainsi que de vérifier les étapes de préparation, de fabrication ou de construction de tout ce qui est en cours de préparation, de fabrication ou de construction pour être livré au titre du marché, lui-même ou par l'intermédiaire d'un représentant. Ces opérations se déroulent au lieu de construction, de fabrication ou de préparation ou sur le chantier, ou en tout autre endroit indiqué dans les conditions particulières.
- 40.3** Aux fins de ces tests et inspections, le titulaire:
- a) met gratuitement et temporairement à la disposition du gestionnaire de projet l'assistance, les échantillons, les pièces, les machines, les équipements, l'outillage ou les matériaux ainsi que la main œuvre qui sont normalement requis pour les inspections et les tests;
 - b) convient, avec le gestionnaire de projet, de l'heure et de l'endroit des tests;
 - c) donne au gestionnaire de projet, à tout moment raisonnable, accès à l'endroit où doivent se dérouler les tests.
- 40.4** Si le gestionnaire de projet n'est pas présent à la date convenue pour les tests, le titulaire peut, sauf instruction contraire du gestionnaire de projet, procéder aux tests, qui seront réputés avoir été effectués en présence du gestionnaire de projet. Le titulaire envoie sans délai des copies dûment certifiées des résultats des tests au gestionnaire de projet qui, s'il n'a pas assisté à ces derniers, est lié par les résultats des relevés effectués.
- 40.5** Lorsque les composants et matériaux ont subi avec succès les tests susmentionnés, le gestionnaire de projet notifie ce résultat au titulaire ou endosse le certificat établi par le titulaire à cet effet.

- 40.6** En cas de désaccord sur les résultats des tests entre le gestionnaire de projet et le titulaire, chacune des parties communique à l'autre son point de vue dans les 15 jours qui suivent la survenance de ce désaccord. Le gestionnaire de projet ou le titulaire peut demander que les tests soient refaits dans les mêmes conditions ou, si l'une des parties le demande, par un expert choisi d'un commun accord. Tous les procès-verbaux des tests sont soumis au gestionnaire de projet, qui communique sans délai les résultats au titulaire. Les résultats des contre-épreuves sont décisifs. Les frais des contre-épreuves sont à la charge de la partie à qui ces dernières ont donné tort.
- 40.7** Dans l'exercice de leurs fonctions, le gestionnaire de projet et toute personne mandatée par lui ne divulguent qu'aux personnes autorisées à les connaître les informations concernant les méthodes de construction et les procédés de l'entreprise qu'ils ont obtenues en procédant à l'inspection et aux tests.

ARTICLE 41 : Rebut

- 41.1** Les composants et matériaux qui n'ont pas la qualité spécifiée sont rebutés. Une marque particulière peut être appliquée sur les composants et matériaux rebutés. Elle ne doit pas être de nature à les altérer ou à en affecter la valeur commerciale. Les composants et matériaux rebutés sont enlevés du chantier par le titulaire dans un délai fixé par le gestionnaire de projet qui, à défaut, les enlève d'office aux frais et risques du titulaire. Tout ouvrage incorporant des composants ou matériaux rebutés est refusé.
- 41.2** Pendant le déroulement de la construction des ouvrages et avant leur réception, le gestionnaire de projet a le pouvoir d'ordonner ou de décider:
- a) l'enlèvement du chantier, dans les délais fixés dans un ordre de service, de tous les composants ou matériaux qui, de l'avis du gestionnaire de projet, ne sont pas conformes au marché;
 - b) leur remplacement par des composants ou matériaux conformes et appropriés, ou
 - c) la démolition et la reconstruction correcte ou une réparation satisfaisante, par le titulaire, nonobstant les tests préalables ou les acomptes éventuels, de tout ouvrage qui n'est pas jugé conforme au marché par le gestionnaire de projet en ce qui concerne les composants, les matériaux, l'ouvrage ou la conception relevant de la responsabilité du titulaire.
- 41.3** Le gestionnaire de projet notifie par écrit au titulaire, dès que cela est raisonnablement possible, sa décision en donnant une description des vices allégués.
- 41.4** Le titulaire remédie rapidement, à ses frais, aux vices ainsi signalés. À défaut, le pouvoir adjudicateur est en droit d'employer d'autres personnes pour exécuter les mêmes travaux directs ou accessoires, et tous les frais afférents peuvent être déduits par le pouvoir adjudicateur des sommes dues ou à devoir au titulaire.
- 41.5** Les dispositions du présent article 41 ne portent pas atteinte aux droits du pouvoir adjudicateur relatifs aux retards et défauts dans la mise en oeuvre, s'ils existent.

ARTICLE 42 : Propriété des équipements et des matériaux

- 42.1** Toutes les installations, tous les ouvrages temporaires, équipements et matériaux fournis par le titulaire sont, lorsqu'ils sont apportés sur le chantier, réputés être destinés exclusivement à l'exécution des travaux et le titulaire ne peut les enlever, en totalité ou en partie, sauf pour les déplacer à l'intérieur du chantier, sans le consentement du gestionnaire de projet. Ce consentement n'est toutefois pas nécessaire pour les véhicules servant au transport vers le chantier ou hors du chantier du personnel d'encadrement, des ouvriers et des installations, des ouvrages temporaires, des équipements et des matériaux.

- 42.2** Les conditions particulières peuvent prévoir que toutes les installations, les ouvrages temporaires, les équipements et les matériaux se trouvant sur le chantier qui appartiennent au titulaire ou à une société dans laquelle le titulaire a une participation majoritaire sont, pendant toute l'exécution du marché:
- a) dévolus au pouvoir adjudicateur
 - ou
 - b) donnés en sûreté au pouvoir adjudicateur
 - ou
 - c) sujets à tout autre arrangement en matière de privilège ou de gage.
- 42.3** En cas de résiliation du marché pour défaut d'exécution de la part du titulaire, pour défaut d'exécution du titulaire, le pouvoir adjudicateur a le droit d'utiliser les installations, les ouvrages temporaires, les équipements et les matériaux se trouvant sur le chantier pour achever les travaux.
- 42.4** Toute location par le titulaire des installations, des ouvrages temporaires, des équipements et des matériaux apportés sur le chantier prévoira que, sur demande écrite du pouvoir adjudicateur faite dans les 7 jours suivant la date effective de la résiliation au titre des conditions générales et sur engagement du pouvoir adjudicateur de payer tous les frais de location à partir de cette date, le propriétaire louera ces installations, ces ouvrages temporaires, ces équipements et ces matériaux au pouvoir adjudicateur aux mêmes conditions qu'il les a loués au titulaire, sans préjudice du droit du maître d'ouvrage de permettre leur utilisation par tout autre entrepreneur travaillant pour lui pour l'achèvement des travaux conformément aux dispositions des conditions générales relatives à la résiliation du contrat.
- 42.5** En cas de résiliation du marché avant l'achèvement des travaux, le titulaire remet aussitôt au pouvoir adjudicateur les installations, les ouvrages temporaires, les équipements et les matériaux dont la propriété a été dévolue ou donnée en sûreté au pouvoir adjudicateur en vertu de l'article 42.2. À défaut, le pouvoir adjudicateur peut prendre les mesures qu'il estimera appropriées pour entrer en possession desdits installations, ouvrages temporaires, équipements et matériaux et récupérer les frais afférents auprès du titulaire.

PAIEMENTS

ARTICLE 43 : Principes généraux

- 43.1** Les paiements sont effectués en EURO ou en monnaie nationale. Les conditions particulières fixent les conditions administratives ou techniques auxquelles sont subordonnés les versements de préfinancements et d'acomptes et/ou le paiement pour solde effectués conformément aux conditions générales. Quand les paiements sont effectués en monnaie nationale, ils doivent être convertis en EURO au taux publié par la Banque Centrale Européenne à la série « C » du Journal Officiel de l'Union Européenne le premier jour ouvrable du mois pour lequel le paiement est effectué.
- 43.2** Les paiements dus par le pouvoir adjudicateur sont effectués sur le compte bancaire mentionné dans la fiche d'identification financière remplie par le titulaire. Les changements de compte bancaire doivent être signalés au moyen de la même fiche, jointe à la demande de paiement.
- 43.3** Il est procédé au paiement des sommes dues dans un délai maximum de 45 jours à compter de la date d'enregistrement d'une demande de paiement recevable par le service habilité mentionné dans les conditions particulières. Par date de paiement on entend la date à laquelle le compte de l'institution est débité. Une demande de paiement n'est pas recevable lorsqu'un élément essentiel au moins fait défaut.
- 43.4** Le délai de 45 jours peut être suspendu par signification au titulaire que la demande de paiement ne peut être honorée, soit parce que le montant n'est pas dû, soit parce que les documents justificatifs adéquats n'ont pas été produits, soit parce qu'une information permet de douter de l'éligibilité des dépenses. Dans ce dernier cas, il peut être procédé à un contrôle sur place aux fins de vérifications complémentaires. Le titulaire fournit les clarifications, modifications ou compléments d'information dans les 30 jours à compter de la demande. Le délai de paiement continue à courir à partir de la date d'enregistrement de la demande de paiement correctement établie.
- 43.5** Le titulaire s'engage à rembourser au pouvoir adjudicateur, au plus tard 45 jours après la date de réception d'une demande de sa part, les montants qui lui auraient été versés en surplus par rapport au montant final dû.

En cas de non-remboursement par le titulaire dans ce délai, le pouvoir adjudicateur peut - sauf si le titulaire est une administration ou un organisme public d'un Etat membre de la Communauté - majorer les sommes dues d'un intérêt de retard au taux :

- de réescompte de l'institut d'émission de l'Etat du pouvoir adjudicateur si les paiements sont effectués en monnaie de l'Etat du pouvoir adjudicateur
- appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros si les paiements sont effectués en euros

le premier jour du mois pendant lequel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur, exclue, et la date de paiement effectif, incluse. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard ainsi déterminés.

Le pouvoir adjudicateur peut procéder au remboursement des sommes qui lui sont dues par compensation avec des sommes dues au titulaire à quelque titre que ce soit, sans préjudice d'un échelonnement éventuel convenu entre les Parties. Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des sommes dues au pouvoir adjudicateur sont à la charge exclusive du titulaire. Si nécessaire, l'Union Européenne, peut en tant que donateur se subroger au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 44 : Préfinancement

- 44.1** Si les conditions particulières le prévoient, des préfinancements sont accordés au titulaire, à sa demande, pour des opérations liées à l'exécution des travaux, dans les cas énumérés ci-après:
- a) à titre d'avance forfaitaire, pour lui permettre de faire face aux débours entraînés par le démarrage du marché;
 - b) s'il justifie de la conclusion d'un contrat d'achat ou d'une commande de matériaux, d'équipements, d'installations, de machines et d'outils nécessaires à l'exécution du marché, ainsi que d'autres dépenses préalables importantes, telles que l'acquisition de brevets ou l'exécution d'études.
- 44.2** Les conditions particulières fixent le montant total des préfinancements, qui ne peut dépasser 10 % du montant initial du marché pour l'avance forfaitaire visée à l'article 44.1 point a) et 20 % de ce montant pour l'ensemble des autres préfinancements visés à l'article 44.1 point b).
- 44.3** Aucun préfinancement n'est accordé avant:
- a) la conclusion du marché;
 - b) la constitution par le titulaire, en faveur du pouvoir adjudicateur, de la garantie de bonne exécution conformément à l'article 13 et
 - c) la constitution par le titulaire, en faveur du pouvoir adjudicateur, d'une caution solidaire distincte pour un préfinancement excédant 150.000 euro, ou pour tout montant pour lequel des documents probants n'ont pas été fournis pour les critères de sélection, délivré par l'un des établissements visés à l'article 13.3, qui n'est libérée que lorsque le préfinancement a été intégralement remboursé par le titulaire sur les acomptes qui lui sont dus en vertu du marché. Lorsque le contractant est un organisme public, l'ordonnateur compétent peut, selon son évaluation des risques, déroger à l'obligation de constituer une garantie financière.
- 44.4** Le titulaire utilise les préfinancements exclusivement pour les opérations liées à l'exécution des travaux. Si le titulaire utilise tout ou partie des préfinancements d'autres fins, ils deviennent immédiatement dus et remboursables et aucun autre préfinancement ne lui sera versé.
- 44.5** Si la garantie pour préfinancement cesse d'être valable et que le titulaire n'y remédie pas, le pouvoir adjudicateur peut opérer une retenue égale au montant du préfinancement sur les paiements futurs dus au titulaire au titre du marché ou appliquer les dispositions de l'article 13.6.
- 44.6** Si, pour une raison quelconque, le marché est résilié, les garanties constituées pour les préfinancements peuvent être mises en recouvrement en vue du remboursement du solde des préfinancements encore dû par le titulaire et le garant ne peut différer le paiement ou s'y opposer pour quelque motif que ce soit.
- 44.7** Les garanties pour préfinancement prévues à l'article 44 sont libérées au fur et à mesure du remboursement des avances.
- 44.8** Les autres conditions et modalités d'octroi et de remboursement des préfinancements sont fixées dans les conditions particulières.

ARTICLE 45 : Retenues de garantie

- 45.1** Les conditions particulières stipulent le montant des prélèvements sur les acomptes qui doit être retenu en garantie de l'exécution des obligations du titulaire pendant la période de garantie, ainsi que les règles régissant cette garantie, étant entendu que la retenue ne peut en aucun cas dépasser 10 % du montant du marché.
- 45.2** Sous réserve de l'approbation du pouvoir adjudicateur, le titulaire peut, s'il le désire, remplacer ces retenues de garantie par une garantie pour retenues établie conformément à l'article 13.3.
- 45.3** Les retenues de garantie ou la garantie pour retenues sont libérées dans les 45 jours à compter de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 46 : Révision des prix

- 46.1** Sauf dispositions contraire des conditions particulières, le marché est à prix fermes et non révisables.

ARTICLE 47 : Évaluation des travaux

- 47.1** Les méthodes suivantes s'appliquent pour l'évaluation des marchés de travaux:
- a) lorsqu'il s'agit de marchés à forfait, les montants dus au titre du marché sont fixés sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire ou sur la base d'une décomposition, exprimée en pourcentage du montant du marché, correspondant aux tranches de travaux terminées. Lorsque des postes comportent des quantités, celles-ci sont des quantités fermes pour lesquelles le titulaire a soumis des prix forfaitaires et sont payées indépendamment de la masse des travaux réellement exécutés;
 - b) lorsqu'il s'agit de marché à prix unitaires:
 - i) le montant dû au titre du marché est calculé par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées pour les postes correspondants, conformément au marché;
 - ii) les quantités fixées dans le détail estimatif sont des quantités estimées qui ne peuvent être considérées comme représentant la masse réelle et exacte des travaux à exécuter par le titulaire au titre de ses obligations contractuelles;
 - iii) le gestionnaire de projet détermine par des métrés la masse réelle des travaux exécutés par le titulaire et ces derniers sont payés conformément aux dispositions des conditions générales relatives aux acomptes. Sauf dispositions contraires des conditions particulières, aucun supplément ne sera ajouté aux postes figurant dans le devis estimatif, sauf à la suite d'une modification conformément à l'article 35 ou d'une autre clause du marché donnant au titulaire le droit à un paiement supplémentaire;
 - iv) le gestionnaire de projet doit, lorsqu'il entend procéder à la mesure d'une partie des travaux, en aviser le titulaire dans un délai raisonnable en l'invitant à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire qualifié. Le titulaire ou son représentant assiste le gestionnaire de projet lors de ces mesures et lui fournit toutes les précisions qu'il demande. Si le titulaire n'est pas présent ou omet de se faire représenter par un mandataire, les mesures faites par le gestionnaire de projet ou approuvées par lui lient le titulaire;
 - v) les travaux sont évalués en net, nonobstant les usages généraux ou locaux, sauf dispositions contraires du contrat.
- 47.2** Les conditions particulières indiquent la méthode utilisée et les conditions d'évaluation des travaux.

ARTICLE 48 : Acomptes

- 48.1** Sauf dispositions contraires des conditions particulières, le titulaire soumet une demande d'acompte au gestionnaire de projet à la fin de chaque mois, sous la forme approuvée par celui-ci. Cette demande comprend, selon le cas, les éléments suivants:
- a) l'estimation de la valeur contractuelle des ouvrages permanents exécutés jusqu'à la fin de la période concernée;
 - b) la somme résultant de la révision des prix en application de l'article 46;
 - c) la somme retenue en garantie en application de l'article 45;
 - d) la somme à déduire pour le remboursement d'un préfinancement conformément à l'article 44;
 - e) tout crédit et/ou débit afférent à la période concernée et relatif aux équipements et matériaux se trouvant sur le chantier destinés à être incorporés aux ouvrages permanents, pour les montants et selon les conditions prévues à l'article 48.2 et
 - f) toute autre somme que le titulaire est fondé à recevoir au titre du marché.
- 48.2** Le titulaire est fondé à recevoir les sommes que le gestionnaire de projet estime adéquates pour les équipements et matériaux destinés à être incorporés aux ouvrages permanents, à condition que:
- a) les équipements et matériaux soient conformes aux spécifications relatives aux ouvrages permanents et soient regroupés en lots de manière à pouvoir être identifiés par le gestionnaire de projet;
 - b) ces équipements et matériaux aient été livrés sur le chantier et soient correctement entreposés et protégés contre toute perte, tout dommage ou toute détérioration dans des conditions jugées satisfaisantes par le gestionnaire de projet;
 - c) le relevé établi par le titulaire en ce qui concerne les besoins, les commandes et les reçus ainsi que l'utilisation des équipements et des matériaux au titre du marché soit tenu sous la forme approuvée par le gestionnaire de projet et mis à la disposition de celui-ci pour inspection;
 - d) le titulaire soumette, avec son attachement, une estimation de la valeur des équipements et matériaux se trouvant sur le chantier, accompagnée des documents que peut exiger le gestionnaire de projet aux fins de l'évaluation des équipements et des matériaux et qui attestent la propriété et le paiement de ceux-ci;
 - e) pour autant que les conditions particulières le prévoient, la propriété des équipements et des matériaux visés à l'article 42 soit réputée dévolue au pouvoir adjudicateur.
- 48.3** L'approbation par le gestionnaire de projet de tout acompte qu'il a visé concernant les équipements et les matériaux en application de l'article 48 ne préjuge pas de l'exercice du droit du gestionnaire de projet au titre du marché de refuser les équipements ou les matériaux qui ne sont pas conformes aux clauses du marché.
- 48.4** Le titulaire est responsable de toute perte ou de tout endommagement des équipements et matériaux se trouvant sur le chantier et supporte les frais d'entreposage et de manutention de ces derniers. Il souscrit, si nécessaire, une assurance supplémentaire pour couvrir les risques de perte ou de dommage, quelle qu'en soit la cause.
- 48.5** Dans un délai de 45 jours à compter de la réception de la demande d'acompte, celle-ci est approuvée ou modifiée de manière à correspondre, selon le gestionnaire de projet, à la somme due au titulaire au titre du marché. En cas de divergence sur la valeur d'un élément, la position du gestionnaire de projet prévaut. Après détermination de la somme due au titulaire, le gestionnaire de projet adresse au pouvoir adjudicateur et au titulaire un état de décompte comportant cette somme et indique à ce dernier pour quels travaux le paiement est effectué.
- 48.6** Le gestionnaire de projet peut, par un état de décompte, apporter des corrections ou des modifications à un état qu'il a établi antérieurement et il a le droit de modifier l'évaluation ou de

suspendre la délivrance d'un état de décompte si les travaux ne sont pas exécutés, en tout ou en partie, d'une manière qu'il juge satisfaisante.

- 48.7** Sauf s'il en est spécifié autrement dans les Conditions Particulières, la fréquence sera un paiement intermédiaire par mois.

ARTICLE 49 : Décompte définitif

- 49.1** Au plus tard 90 jours après la délivrance du certificat de réception définitive, le titulaire soumet au gestionnaire de projet un projet de décompte définitif avec les justifications détaillant la valeur des travaux effectués conformément au marché, de même que toutes les autres sommes qu'il estime lui être dues au titre du marché, afin de permettre au gestionnaire de projet de préparer le décompte définitif.
- 49.2** Dans un délai de 45 jours à compter de la réception du projet de décompte définitif et de toutes les informations qui peuvent être raisonnablement demandées pour sa vérification, le gestionnaire de projet prépare le décompte définitif, qui détermine:
- a) le montant définitif qui, à son avis, est dû au titre du marché et
 - b) après avoir établi les montants préalablement payés par le pouvoir adjudicateur et toutes sommes auxquelles le pouvoir adjudicateur a droit au titre du marché, le solde éventuellement dû par le pouvoir adjudicateur au titulaire ou par le titulaire au pouvoir adjudicateur, selon le cas.
- 49.3** Le gestionnaire de projet adresse au pouvoir adjudicateur ou à son représentant dûment mandaté et au titulaire le décompte définitif faisant apparaître le montant définitif auquel le titulaire a droit au titre du marché. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment mandaté et le titulaire signent le décompte définitif, reconnaissant ainsi la valeur globale et définitive des travaux exécutés au titre du marché, et transmettent sans délai un exemplaire signé au gestionnaire de projet. Toutefois, le décompte définitif n'inclut pas les montants litigieux qui font l'objet de négociations, d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage ou d'une procédure juridictionnelle.
- 49.4** Le décompte définitif signé par le titulaire a valeur de quittance déchargeant le pouvoir adjudicateur et confirmant que le total de décompte définitif constitue le solde intégral et définitif de tous les montants dus au titulaire au titre du marché, autres que les montants faisant l'objet d'un règlement à l'amiable, d'un arbitrage ou d'une procédure juridictionnelle. Toutefois, la quittance ne devient libératoire qu'après exécution de tous les paiements dus au titulaire conformément au décompte définitif et après restitution de sa garantie de bonne exécution visée à l'article 13.
- 49.5** Le pouvoir adjudicateur n'assume aucune responsabilité à l'égard du titulaire pour toute question ou tout objet, quels qu'ils soient, liés directement ou indirectement à l'exécution du marché, sauf si le titulaire y a joint une réclamation relative à son projet de décompte définitif.

ARTICLE 50 : Retards de paiement

- 50.1** Le paiement au titulaire des montants dus est effectué par le pouvoir adjudicateur dans un délai de 45 jours à compter de la date d'enregistrement d'une demande de paiement recevable conformément à l'article 43 des présentes conditions générales. Ce délai ne commence à courir qu'à partir de l'approbation de ces documents par le service habilité mentionné dans l'article 43 des conditions particulières. Ces documents sont approuvés soit explicitement, soit implicitement en l'absence de réaction écrite dans les 45 jours suivant leur réception accompagnée des documents requis.

50.2 A l'expiration du délai fixé à l'article 50.1, le titulaire peut demander, au plus tard 2 mois après la réception du paiement tardif, à bénéficier d'un intérêt de retard au taux :

- de réescompte de l'institut d'émission de l'Etat du pouvoir adjudicateur si les paiements sont effectués en monnaie nationale.
- appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement tel que publié au Journal Officiel des Communautés européennes si les paiements sont effectués en euros

le premier jour du mois pendant lequel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai de paiement, exclue, et la date de débit du compte du pouvoir adjudicateur, incluse.

50.3 Tout défaut de paiement de plus de 90 jours à compter de l'expiration du délai fixé à l'article 50.1 autorise le titulaire à ne pas exécuter le marché ou à le résilier, en donnant un préavis de 30 jours au pouvoir adjudicateur et au Gestionnaire de projet.

ARTICLE 51 : Paiements au profit de tiers

51.1 Les ordres de paiement en faveur de tiers ne peuvent être exécutés qu'à la suite d'une cession effectuée conformément à l'article 6. La cession est notifiée au pouvoir adjudicateur.

51.2 Il incombe au titulaire et à lui seul de faire connaître les bénéficiaires de ces cessions.

51.3 En cas de saisie régulière sur les biens du titulaire, affectant le paiement des sommes qui lui sont dues au titre du marché, sans préjudice du délai prévu au cahier spécial des charges, le pouvoir adjudicateur dispose, pour reprendre les paiements au titulaire, d'un délai de 30 jours à compter du jour où lui est notifiée la mainlevée définitive de la saisie-arrêt.

ARTICLE 52 : Demandes de paiement supplémentaire

52.1 Si, au titre du marché, il estime que certaines circonstances lui donnent droit à un paiement supplémentaire, le titulaire:

- a) s'il a l'intention de demander un tel paiement, en informe le gestionnaire de projet par une notification ou présente une demande motivée en ce sens dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance des circonstances en cours et
- b) dès que cela est raisonnablement possible après la date de ladite notification, mais au plus tard 60 après celle-ci, à moins qu'il n'en convienne autrement avec le gestionnaire de projet, présente à ce dernier toutes les précisions nécessaires concernant sa demande. En tout état de cause, ces précisions sont apportées au plus tard à la date de présentation du projet de décompte définitif. Le titulaire présente ensuite sans délai toutes les pièces que le gestionnaire de projet peut raisonnablement demander pour pouvoir apprécier le bien-fondé de la demande.

52.2 Après réception de toutes les précisions qu'il requiert au sujet de la demande du titulaire, le gestionnaire de projet décide, après consultation appropriée du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, du titulaire, si ce dernier a droit à un paiement supplémentaire et notifie sa décision aux parties.

52.3 Le gestionnaire de projet peut rejeter toute demande de paiement supplémentaire non conforme aux exigences de l'article 52.

ARTICLE 53 : Date d'achèvement

Les obligations de paiement de la Communauté européenne au titre du présent contrat prennent fin au plus tard 18 mois après la fin de la période d'exécution des tâches. En cas de cofinancement, cette date est fixée par les conditions particulières.

RÉCEPTION ET ENTRETIEN

ARTICLE 54 : Fixation de la vérification

- 54.1** La vérification des travaux par le gestionnaire de projet en vue de leur réception provisoire ou définitive a lieu en présence du titulaire. L'absence du titulaire ne constitue pas un empêchement à la vérification, pour autant que le titulaire ait été dûment convoqué au moins 30 jours avant la date de celle-ci.
- 54.2** Si des circonstances exceptionnelles rendent impossible la constatation de l'état des travaux ou empêchent de procéder à la réception des ouvrages, pendant la période fixée pour la réception provisoire ou définitive, le gestionnaire de projet dresse, si cela est possible après consultation du titulaire, un procès-verbal attestant cette impossibilité. La vérification a lieu, et un procès-verbal de réception ou de refus de réception est dressé, dans les 30 jours qui suivent la date où cesse cette impossibilité. Le titulaire n'est pas admis à invoquer ces circonstances pour se soustraire à l'obligation de présenter les ouvrages en bon état de réception.

ARTICLE 55 : Opérations de vérification

- 55.1** Les ouvrages ne sont réceptionnés qu'après avoir subi, aux frais du titulaire, les vérifications et les essais prescrits. Le titulaire notifie au gestionnaire de projet la date à laquelle ces vérifications et ces essais peuvent commencer.
- 55.2** Les ouvrages qui ne satisfont pas aux clauses et conditions du marché ou qui, en l'absence de telles clauses ou conditions, ne sont pas exécutés conformément aux usages professionnels suivis dans l'État où ils sont situés, sont, si nécessaire, démolis et reconstruits par le titulaire ou réparés dans des conditions jugées satisfaisantes par le gestionnaire de projet. Sinon, ils le sont d'office, après mise en demeure, aux frais du titulaire, sur ordre du gestionnaire de projet. Celui-ci peut également exiger la démolition et la reconstruction par le titulaire, ou la réparation, dans des conditions qu'il juge satisfaisantes, des ouvrages dans lesquels des matériaux inacceptables ont été utilisés ou des ouvrages qui ont été exécutés pendant les périodes de suspension prévues à l'article 36.

ARTICLE 56 : Réception partielle

- 56.1** Le pouvoir adjudicateur peut utiliser les différents ouvrages ou des parties ou tronçons d'ouvrages faisant partie du marché au fur et à mesure de leur achèvement. Toute prise de possession des ouvrages ou parties ou tronçons d'ouvrages par le pouvoir adjudicateur doit être précédée d'une réception provisoire partielle. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement par le gestionnaire de projet d'un inventaire des travaux en suspens, préalablement approuvé par le titulaire et le gestionnaire de projet. Dès que le pouvoir adjudicateur a pris possession d'un ouvrage ou d'une partie ou d'un tronçon d'ouvrage, le titulaire n'est plus tenu de réparer les dommages autres que ceux résultant de vices de construction ou de malfaçons.
- 56.2** À la demande du titulaire, et si la nature des travaux le permet, le gestionnaire de projet peut effectuer une réception provisoire partielle pour autant que les ouvrages ou les parties ou tronçons d'ouvrages soient terminés et se prêtent à l'usage spécifié dans le marché.
- 56.3** En cas de réception provisoire partielle telle que visée aux articles 56.1 et 56.2, la période de garantie prévue à l'article 58 commence, sauf dispositions contraires des conditions particulières, à la date de cette réception provisoire partielle.

ARTICLE 57 : Réception provisoire

- 57.1** Le pouvoir adjudicateur prend possession des ouvrages dès qu'ils ont satisfait aux essais après leur achèvement et qu'un certificat de réception provisoire a été délivré ou est réputé avoir été délivré.
- 57.2** Le titulaire peut demander, par notification adressée au gestionnaire de projet, l'établissement d'un certificat de réception provisoire au plus tôt 15 jours avant la date à laquelle, à son avis, les travaux seront achevés et prêts pour la réception provisoire. Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande du titulaire, le gestionnaire de projet:
- a) établit le certificat de réception provisoire à l'intention du titulaire, avec copie au pouvoir adjudicateur, en indiquant, le cas échéant, ses réserves et notamment la date à laquelle, à son avis, les ouvrages ont été achevés conformément au marché et étaient prêts pour la réception provisoire ou
 - b) rejette la demande en motivant sa décision et en spécifiant quelles mesures doivent, à son avis, être prises par le titulaire en vue de la délivrance du certificat.
- 57.3** Si le gestionnaire de projet omet soit de délivrer le certificat de réception provisoire, soit de rejeter la demande du titulaire dans un délai de 30 jours, il est réputé avoir délivré ce certificat le dernier jour de ce délai. Le certificat de réception provisoire n'est pas considéré comme la reconnaissance de l'achèvement intégral des travaux. Si le marché prévoit la division des travaux en tranches, le titulaire a le droit de demander un certificat par tranche.
- 57.4** Après la réception provisoire des ouvrages, le titulaire doit procéder au repliement et à l'enlèvement des installations temporaires ainsi que des matériaux qui ne sont plus nécessaires à la mise en oeuvre du marché. Il doit, en outre, faire disparaître les gravats ou encombrements et remettre les lieux en l'état conformément au contrat.
- 57.5** Dès la réception provisoire, le pouvoir adjudicateur peut utiliser tous les ouvrages exécutés.

ARTICLE 58 : Obligations au titre de la garantie

- 58.1** Le titulaire est tenu de remédier à tout vice ou dommage, affectant les ouvrages en tout ou en partie, qui apparaîtrait ou surviendrait au cours de la période de garantie et qui résulterait:
- a) de l'utilisation d'installation ou de matériaux défectueux ou d'une mauvaise ouvraison ou conception par le titulaire et/ou
 - b) de tout acte ou omission du titulaire pendant la période de garantie.
 - c) serait révélé par une inspection effectuée par le pouvoir adjudicateur ou en son nom.
- 58.2** Le titulaire remédie dès que possible, à ses propres frais, à tout vice ou dommage. La période de garantie pour tous les éléments remplacés ou remis en état recommence à compter de la date à laquelle le remplacement ou la remise en état a été effectué d'une façon jugée satisfaisante par le gestionnaire de projet. Si le marché prévoit une réception partielle, la période de garantie ne recommence que pour la partie des travaux concernés par le remplacement ou la remise en état.
- 58.3** Si des vices apparaissent ou des dommages surviennent au cours de la période de garantie, le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire de projet le notifie au titulaire. Si celui-ci omet de réparer un vice ou un dommage dans le délai indiqué dans la notification, le pouvoir adjudicateur peut:
- a) exécuter les travaux lui-même ou les faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire, les frais encourus par le pouvoir adjudicateur étant alors prélevés sur les sommes dues au titulaire ou sur les garanties détenues à son égard, ou sur les deux ou
 - b) résilier le marché.

- 58.4** Si le vice ou le dommage est tel que le pouvoir adjudicateur a été privé d'une manière substantielle de tout ou partie de la jouissance normale des ouvrages, il a droit, sans préjudice de tout autre recours, au recouvrement de toutes les sommes payées pour les parties des ouvrages concernés, ainsi que des frais occasionnés par le démantèlement de ces ouvrages et la remise en état du chantier.
- 58.5** Dans les cas d'urgence, lorsque le titulaire ne peut pas être joint immédiatement ou, ayant été contacté, ne peut pas prendre les mesures requises, le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire de projet peut faire exécuter les travaux aux frais du titulaire. Le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire de projet informe, aussitôt que possible, le titulaire des mesures prises.
- 58.6** Lorsque les conditions particulières stipulent que les travaux d'entretien nécessités par l'usure normale sont exécutés par le titulaire, le paiement de ces travaux est prélevé sur le montant provisoire. Les détériorations résultant des circonstances prévues à l'article 19 ou d'une utilisation anormale sont exclues de cette obligation, sauf si elles révèlent un vice ou une malfaçon qui justifie la demande de réparation ou de remplacement au titre de l'article 58.
- 58.7** L'obligation d'entretien est stipulée par les conditions particulières et par les spécifications techniques. Si la période de garantie n'est pas spécifiée, elle porte sur 365 jours. La période de garantie commence à la date de la réception provisoire et peut être recommencée conformément à l'article 58.2.
- 58.8** Après la réception provisoire, et sans préjudice de l'obligation d'entretien énoncée à l'article 58, le titulaire n'est plus responsable des risques auxquels peuvent être exposés les ouvrages et qui résultent de causes qui ne lui sont pas imputables. Toutefois, il demeure responsable, à partir de la date de la réception provisoire, de la solidité des ouvrages, telle que prescrite dans les conditions particulières.

ARTICLE 59 : Réception définitive

- 59.1** À l'expiration de la période de garantie ou, lorsqu'il y a plusieurs périodes de garantie, à l'expiration de la dernière, et lorsque tous les vices ou dommages ont été rectifiés, le gestionnaire de projet délivre au titulaire un certificat de réception définitive, avec copie au pouvoir adjudicateur, indiquant la date à laquelle le titulaire s'est acquitté de ses obligations contractuelles d'une manière jugée satisfaisante par le gestionnaire de projet. Le certificat de réception définitive est délivré par le gestionnaire de projet dans les 30 jours qui suivent l'expiration de la période susmentionnée ou dès que les travaux ordonnés en application de l'article 58 ont été achevés d'une manière jugée satisfaisante par le gestionnaire de projet.
- 59.2** Le marché n'est pas considéré comme pleinement exécuté tant que le certificat de réception définitive n'a pas été signé ou réputé avoir été signé par le gestionnaire du projet.
- 59.3** Nonobstant la délivrance du certificat de réception définitive, le titulaire et le pouvoir adjudicateur demeurent tenus de s'acquitter de toute obligation qui a été contractée au titre du marché avant l'établissement du certificat de réception définitive et qui n'a pas encore été remplie au moment de la délivrance dudit certificat. La nature et la portée de toute obligation de ce type seront déterminées par référence aux stipulations du contrat.

DÉFAUT D'EXÉCUTION ET RÉSILIATION

ARTICLE 60 : Défaut d'exécution

- 60.1** Chacune des parties est en défaut d'exécution du marché lorsqu'elle ne remplit pas l'une quelconque de ses obligations au titre du marché. Le défaut d'exécution est constaté par une inscription portée dans le journal des travaux. Quand il survient, la partie lésée peut prétendre à une indemnisation et/ou à la résiliation du contrat.
- 60.2** En cas de défaut d'exécution imputable au titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose d'office des mesures suivantes:
- a) mise en oeuvre de tout ou partie des travaux en régie ;
 - b) résiliation de tout ou partie du marché avec ou sans indemnité à charge du titulaire;
 - c) conclusion d'un marché pour compte avec un tiers après résiliation préalable du marché ;
 - d) exclusion, soit temporaire, soit définitive, de l'attribution des marchés.
- 60.3** Les mesures d'office obéissent aux règles suivantes:
- Toute décision relative à l'application des mesures d'office est prise par le pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Pour l'application de l'une ou l'autre de ces mesures, le gestionnaire de projet prend toute disposition utile à la sauvegarde ou à la bonne exécution des travaux.
- En cas de régie ou de marché pour compte, le gestionnaire de projet, après convocation du titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, procède au récolement des travaux et à l'inventaire du matériel et des matériaux, ainsi qu'à l'établissement d'un état des salaires dus et des dettes du titulaire au titre du marché.
- Dans le cas de régie, le gestionnaire de projet a la faculté d'utiliser le matériel du titulaire pour achever l'exécution du marché. Pendant la durée de la régie, le titulaire est autorisé à en suivre les opérations sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres du gestionnaire de projet. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.
- Les excédents de dépenses qui résultent de la régie ou du marché pour compte sont à la charge du titulaire.
- Si la régie ou le marché pour compte entraîne une diminution dans les dépenses, le titulaire ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis au pouvoir adjudicateur.
- 60.4** Des indemnités peuvent être accordées en plus des mesures précédentes. Elles peuvent prendre la forme de:
- a) de dommages-intérêts ou
 - b) d'une indemnité forfaitaire.
- Les montants et les règles applicables à ces indemnités sont précisés dans les conditions particulières.
- 60.5** Le recouvrement des pénalités et du montant des dommages, débours ou dépenses résultant de l'application des mesures prévues par cet article, s'effectue par prélèvement sur les sommes dues à le titulaire, sur le cautionnement ou par contribution de la garantie.

ARTICLE 61 : Résiliation par le pouvoir adjudicateur

61.1 Le pouvoir adjudicateur peut, après avoir donné un préavis de 7 jours au titulaire, résilier le contrat dans l'un quelconque des cas suivants:

- a) le titulaire n'exécute pas, de façon substantielle, ses obligations liées à l'exécution du présent contrat;
- b) le titulaire ne se conforme pas dans un délai raisonnable à une notification du gestionnaire de projet lui enjoignant de remédier à une négligence ou à un manquement à ses obligations contractuelles qui compromet sérieusement la bonne exécution du contrat dans les délais;
- c) le titulaire refuse ou omet d'exécuter des ordres de service émanant du gestionnaire de projet;
- d) le titulaire cède le marché ou sous-traite sans l'autorisation du pouvoir adjudicateur;
- e) le titulaire est en état ou qui fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- f) le titulaire a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;
- g) le titulaire a, en matière professionnelle, commis une faute grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier;
- h) le titulaire a fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés;
- i) le titulaire, suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention financés par le budget communautaire, a été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles.
- j) une modification de l'organisation de l'entreprise entraîne un changement de personnalité, de nature ou de contrôle du titulaire, à moins qu'un avenant constatant cette modification ne soit établi;
- k) une autre incapacité juridique fait obstacle à l'exécution du marché;
- l) le titulaire omet de constituer la garantie ou de souscrire l'assurance requise, ou la personne qui a fourni la garantie ou l'assurance antérieure n'est pas en mesure de respecter ses engagements.

61.2 La résiliation s'entend sans préjudice des autres droits ou compétences du pouvoir adjudicateur ou du titulaire au titre du marché. Le pouvoir adjudicateur peut ensuite achever les travaux lui-même ou conclure un autre marché avec un tiers pour le compte du titulaire. Le titulaire cesse immédiatement d'être responsable des retards d'exécution une fois que le pouvoir adjudicateur a expulsé du chantier le titulaire, sans préjudice de toute responsabilité qui peut avoir pris naissance à cet égard antérieurement.

61.3 Dès notification de la résiliation du marché, le gestionnaire de projet donne l'ordre au titulaire de prendre les mesures immédiates pour arrêter sans délai et correctement les travaux et de réduire les frais au minimum.

61.4 Le gestionnaire de projet certifie, dès que possible après la résiliation, la valeur des travaux et toutes les sommes dues au titulaire à la date de la résiliation du contrat.

61.5 En cas de résiliation:

- a) un rapport sur les travaux exécutés par le titulaire est établi par le gestionnaire de projet aussitôt que possible après l'inspection des travaux et l'inventaire des ouvrages temporaires, matériaux, équipements et installations. Le titulaire est sommé d'être présent lors de l'inspection et de l'inventaire. Le gestionnaire de projet fait également le relevé des salaires dus par le titulaire aux travailleurs qu'il a employé au titre du marché et des sommes dues par le titulaire au pouvoir adjudicateur;
- b) Le pouvoir adjudicateur a la faculté d'acquérir tout ou partie des ouvrages temporaires qui ont été approuvés par le gestionnaire de projet ainsi que les équipements et matériaux spécialement fournis ou fabriqués dans le cadre de l'exécution des travaux au titre du marché;
- c) le prix d'achat des ouvrages temporaires, des installations, des équipements et des matériaux susvisés n'excède pas la partie impayée des frais encourus par le titulaire, ces frais étant limités, à ceux requis pour l'exécution du marché dans des conditions normales;
- d) le pouvoir adjudicateur peut acquérir, aux prix pratiqués sur le marché, les matériaux et articles fournis ou commandés par le titulaire et non encore payés par le pouvoir adjudicateur, et ce aux conditions que le gestionnaire de projet juge appropriées.

61.6 Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'effectuer d'autres paiements au titulaire tant que les travaux ne sont pas achevés. Lorsqu'ils le sont, le pouvoir adjudicateur a le droit d'obtenir du titulaire le remboursement des frais supplémentaires éventuels occasionnés par l'achèvement des travaux ou de payer tout solde dû au titulaire avant la résiliation du marché.

61.7 Si le pouvoir adjudicateur résilie le marché, il est en droit d'obtenir du titulaire réparation du préjudice qu'il a subi, à concurrence du montant maximum indiqué dans le marché. Si aucun montant maximum n'y est stipulé, il n'a droit qu'à la partie du montant du marché correspondant à la valeur de la partie des ouvrages qui, du fait du manquement du titulaire, sont impropres à leur destination.

61.8 Lorsque la résiliation ne résulte pas d'un acte ou d'une omission du titulaire, ce dernier est en droit de réclamer une indemnité pour le préjudice subi, en plus des sommes qui lui sont dues pour les travaux déjà exécutés.

61.9 Le présent contrat est automatiquement résilié s'il n'a donné lieu à aucun paiement dans les trois ans suivant sa signature.

ARTICLE 62 : Résiliation par le titulaire

- 62.1** Le titulaire peut, après avoir donné un préavis de 14 jours au pouvoir adjudicateur, résilier le marché si le pouvoir adjudicateur:
- a) ne lui paie pas les sommes dues au titre de tout décompte établi par le gestionnaire de projet à l'expiration du délai indiqué à l'article 50.3 ou
 - b) se soustrait systématiquement à ses obligations après de multiples rappels ou
 - c) ordonne la suspension de tout ou partie des travaux pendant plus de 180 jours, pour des raisons non spécifiées dans le marché ou non imputables au titulaire.
- 62.2** La résiliation s'entend sans préjudice des autres droits du pouvoir adjudicateur ou du titulaire au titre du marché. Dès la résiliation, le titulaire a le droit, sous réserve de la loi de l'État du pouvoir adjudicateur, d'enlever immédiatement ses installations du chantier.
- 62.3** En cas de résiliation de ce type, le pouvoir adjudicateur indemnise le titulaire de tout préjudice ou dommage qu'il peut avoir subi.

ARTICLE 63 : Force Majeure

- 63.1** Aucune des parties au marché n'est considérée comme ayant manqué ou ayant contrevenu à ses obligations contractuelles si elle en est empêchée par une situation de force majeure survenue soit après la date de notification de l'attribution du marché, soit après la date de son entrée en vigueur, la moins tardive de ces deux dates étant retenue.
- 63.2** On entend par «force majeure», aux fins du présent article, les grèves, les lock-out ou autres conflits du travail, les actes de l'ennemi, les guerres déclarées ou non, les blocus, les insurrections, les émeutes, les épidémies, les glissements de terrains, les tremblements de terre, les tempêtes, la foudre, les inondations, les affouillements, les troubles civils, les explosions et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté des parties et qu'elles ne peuvent surmonter en dépit de leur diligence.
- 63.3** Nonobstant les dispositions des conditions générales relatives aux retards dans l'exécution et à la résiliation par le pouvoir adjudicateur, le titulaire n'est pas passible de déchéance de sa garantie de bonne exécution, d'indemnités forfaitaires ou de résiliation pour défaut d'exécution si et dans la mesure où son retard d'exécution ou tout autre manquement à ses obligations au titre du marché résulte d'un cas de force majeure. De même, le pouvoir adjudicateur n'est pas passible, nonobstant les dispositions des conditions générales relatives aux délais de paiements et à la résiliation par le titulaire, de paiement d'intérêts pour retards de paiement ou de non-exécution de ses obligations par le titulaire ou de la résiliation du marché par le titulaire pour manquement, si et dans la mesure où un retard de la part du pouvoir adjudicateur ou tout autre manquement à ses obligations résultent d'un cas de force majeure.
- 63.4** Si l'une des parties estime qu'un événement de force majeure susceptible d'affecter l'exécution de ses obligations est survenu, elle en avise sans délai l'autre partie ainsi que le gestionnaire de projet, en précisant la nature, la durée probable et les effets envisagés de cet événement. Sauf instruction contraire donnée par écrit par le gestionnaire de projet, le titulaire continue à exécuter ses obligations au titre du marché dans la mesure où cela lui est raisonnablement possible et cherche tous autres moyens raisonnables permettant de remplir celles de ses obligations que le cas de force majeure ne l'empêche pas d'exécuter. Il ne met en œuvre ces autres moyens que si le gestionnaire de projet lui en donne l'ordre.
- 63.5** Si, en suivant les instructions du gestionnaire de projet ou en utilisant les autres moyens visés à l'article 63.4, le titulaire doit faire face à des frais supplémentaires, leur montant est certifié par le gestionnaire de projet.
- 63.6** Si un cas de force majeure s'est produit et se poursuit pendant une période de 180 jours, nonobstant toute prolongation du délai d'exécution des travaux que le titulaire peut avoir obtenu de ce fait, chaque partie a le droit de donner à l'autre un préavis de 30 jours pour résilier le marché. Si, à l'expiration de la période de 30 jours, le cas de force majeure persiste, le marché est résilié et, en vertu du droit régissant le marché, les parties sont de ce fait libérées de leur obligation de poursuivre l'exécution de celui-ci.

ARTICLE 64 : Décès

- 64.1** Lorsque le titulaire est une personne physique, le marché est résilié de plein droit si elle vient à décéder. Toutefois, le pouvoir adjudicateur examine toute proposition des héritiers ou des ayants droit si ceux-ci ont notifié leur intention de continuer le marché. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une telle proposition.
- 64.2** Lorsque le titulaire est constitué par plusieurs personnes physiques et que l'une ou plusieurs d'entre elles viennent à décéder, il est dressé un état contradictoire de l'avancement des travaux et le pouvoir adjudicateur décide s'il y a lieu de résilier ou de continuer le marché en fonction de l'engagement donné par les survivants et par les héritiers ou les ayants droit, selon le cas.
- 64.3** Dans les cas prévus aux articles 64.1 et 64.2, les personnes qui proposent de continuer l'exécution du marché le notifient au pouvoir adjudicateur dans les 15 jours qui suivent la date du décès. Elles sont solidairement responsables, sauf dispositions contraires des conditions particulières, de la bonne exécution du marché, au même titre que le titulaire défunt. La poursuite du marché est soumise aux règles relatives à la constitution de la garantie prévue à l'article 13.

REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 65 : Règlement non contentieux des différends

- 65.1** Les parties mettent tout en œuvre pour régler à l'amiable tout différend survenant entre elles. Lorsqu'un différend survient, les parties se communiquent par écrit leur position sur la question ainsi que toute solution qu'elles jugent possible. Si l'une des parties le juge utile, elles se rencontrent pour tenter de régler le différend. Chacune des parties est tenue de répondre dans les 30 jours à une demande de règlement à l'amiable. La période maximale fixée pour parvenir à un règlement à l'amiable est de 120 jours à compter du début de la procédure. Si la tentative de règlement à l'amiable n'aboutit pas ou si une partie ne répond pas dans les délais à toute demande de règlement, chacune des parties a le droit de passer à l'étape suivante de la procédure de règlement des différends par notification aux autres.
- 65.2** En cas d'échec de la procédure de règlement à l'amiable, les parties peuvent d'un commun accord convenir de tenter une conciliation par la Commission européenne dans le cas de contrats décentralisés. Si aucun règlement n'intervient dans un délai de 120 jours après le lancement de la procédure de conciliation, chacune des parties a le droit de passer à l'étape suivante de la procédure de règlement des différends.

ARTICLE 66 : Règlement contentieux des différends

Si aucun règlement n'intervient dans un délai de 120 jours après le lancement d'une des procédures de règlement non contentieuses susmentionnées, chaque partie pourra soumettre le litige :

- a) soit à la décision d'une juridiction nationale
- b) soit à une sentence arbitrale

conformément aux conditions particulières du présent contrat.

CLAUSES DEONTOLOGIQUES

ARTICLE 67 : Clauses déontologiques

- 67.1** Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le jury ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraîne le rejet de sa candidature ou soumission.
- 67.2** Sauf autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, le titulaire d'un marché et son personnel et toute autre société avec laquelle le titulaire est associé ou lié, n'ont pas qualité pour exécuter, même à titre accessoire ou de sous-traitance, d'autres services, réaliser des travaux ou livrer des fournitures, pour le projet.
- 67.3** Cette interdiction est également applicable, éventuellement, aux autres projets pour lesquels le titulaire, en raison de la nature du marché, pourrait également se retrouver dans une situation de conflit d'intérêts.
- 67.4** Lors de la remise de sa candidature ou de son offre, le candidat ou le soumissionnaire est tenu de déclarer, d'une part, qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel, d'autre part, qu'il n'a aucun lien spécifique avec d'autres soumissionnaires ou d'autres parties au projet. Si durant l'exécution du marché, une telle situation se produisait, le titulaire aurait l'obligation d'en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.
- 67.5** Le titulaire d'un marché doit agir en toute occasion avec impartialité et comme un conseiller loyal conformément au code de déontologie de sa profession. Il s'abstient de faire des déclarations publiques concernant le projet ou les services sans l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur. Il n'engage le pouvoir adjudicateur d'aucune manière sans son consentement préalable écrit.
- 67.6** Pendant la durée du marché, le titulaire et son personnel respectent les droits de l'homme, et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire.
- 67.7** La rémunération du titulaire au titre du marché constitue sa seule rémunération dans le cadre du marché. Le titulaire et son personnel doivent s'abstenir d'exercer toute activité ou de recevoir tout avantage qui soit en conflit avec leurs obligations envers le pouvoir adjudicateur.
- 67.8** Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Tous les rapports et documents reçus ou établis par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont confidentiels.
- 67.9** L'utilisation par les parties contractantes, de tous rapports et documents établis, reçus, ou remis au cours de l'exécution du contrat, est réglée par le contrat.
- 67.10** Le titulaire s'abstient de toute relation susceptible de compromettre son indépendance ou celle de son personnel. Si le titulaire perd son indépendance, le pouvoir adjudicateur peut, pour tout préjudice qu'elle aurait subi de ce fait, résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité de rupture.
- 67.11** La Commission se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement des projets si des pratiques de corruption de quelque nature qu'elles soient sont découvertes à toute étape de la procédure de passation du contrat ou du marché et si le pouvoir adjudicateur ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à cette situation. Au sens de la présente disposition, on entend par pratique de corruption toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou au marché conclu avec le maître d'ouvrage.

- 67.12** Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.
- 67.13** Le titulaire du marché s'engage à fournir à la Commission, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. La Commission pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'elle estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux extraordinaires.

ARTICLE 68 : Sanctions administratives et financières

- 68.1** Sans préjudice de l'application de sanctions contractuelles, le titulaire qui s'est rendu coupable de fausses déclarations, a commis des erreurs substantielles, des irrégularités ou une fraude ou a été déclaré en défaut grave d'exécution de ses obligations contractuelles peut être exclu des marchés et subventions financés sur le budget communautaire pour une durée maximale de cinq ans à compter du constat du manquement, confirmé après échange contradictoire avec le contractant. Le titulaire peut faire valoir ses arguments à l'encontre de la sanction dans un délai de 30 jours à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen équivalent. En l'absence de réaction de sa part ou de retrait écrit de la sanction par la Commission dans les 30 jours suivant la réception desdits arguments, la décision imposant la sanction devient exécutoire. Cette durée peut être portée à dix ans en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement.
- 68.2** Le titulaire déclaré en défaut grave d'exécution de ses obligations contractuelles est de même frappé de sanctions financières représentant 10% de la valeur du contrat en cause. Ce taux peut être porté à 20 % en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement.

ARTICLE 69 : Vérifications et contrôles par les organismes communautaires

- 69.1** Le titulaire accepte que la Commission européenne, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la Cour des comptes des Communautés européennes puissent contrôler, sur pièce ou sur place, la mise en oeuvre du projet et conduire un audit complet, si nécessaire, sur la base des pièces justificatives des comptes et documents comptables et de tout autre document relatif au financement du projet, et ce jusqu'à la fin d'une période de 7 ans à compter du paiement du solde.
- 69.2** En outre, le titulaire accepte que l'OLAF puisse effectuer des contrôles et vérifications sur place selon les procédures prévues par la législation communautaire pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités.
- 69.3** A ces fins, le titulaire s'engage à donner au personnel de la Commission européenne, de l'OLAF et de la Cour des comptes ainsi qu'aux personnes mandatées par elles un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le contrat est exécuté y compris leurs systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et données informatisées concernant la gestion technique et financière du projet, et à prendre toutes mesures propres à faciliter leur travail. L'accès des personnes mandatées par la Commission européenne, l'OLAF et la Cour des comptes s'effectue à des conditions de stricte confidentialité vis à vis des tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles elles sont soumises. Les documents doivent être facilement accessibles et classés de façon à permettre un contrôle aisé, le titulaire étant tenu d'informer le pouvoir adjudicateur du lieu précis où ils sont tenus.
- 69.4** Le titulaire s'assure que les droits de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes d'effectuer des audits, contrôles et vérifications soient également applicables, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues au présent article, à tout sous-traitant ou toute autre partie bénéficiant des fonds communautaires.